



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 MAI 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 15th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Antonio Bureau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1948, constituant en corporation: Antonio Bureau, industriel en fer ornemental, Dame Bernadette Bernier Bureau, épouse contractuellement séparée de biens d'Antonio Bureau, et dûment autorisée par lui, et Marcel Emond, gérant, tous de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de forgeron et tous les commerces qui en découlent, sous le nom de "Antonio Bureau Limitée", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Letters Patent

Antonio Bureau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1948, incorporating: Antonio Bureau, manufacturer of ornamental iron, Dame Bernadette Bernier Bureau, wife separate as to property by marriage contract of Antonio Bureau and duly authorized by him, and Marcel Emond, manager, all of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on trades and business as blacksmith and any businesses derived therefrom, under the name of "Antonio Bureau Limitée", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Association des Bouchers de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-Rémi Lazure, Antoine Champagne, Eugène Gagné, François Godin et Victor Laverdure, tous bouchers, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les relations amicales, la bienveillance, l'harmonie et la coopération parmi les bouchers du district de Montréal, sous le nom de "Association des Bouchers de Montréal".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que l'Association peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Eastern Footwear Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1948, constituant en corporation: Albert McDonald, monteur en chaussures, Raymond Pearson, comptable, Armand Roy, tailleur en cuir, Gérard Davignon et Rodolphe Mailhot, monteurs, tous de Richmond, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la chaussure et de tous les articles en cuir ou de toutes marchandises pouvant faire l'objet d'un magasin départemental ou d'un magasin de merceries ou d'un magasin de quincailleries, sous le nom de "Eastern Footwear Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune, et 1,500 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

E. E. Goulet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1948, constituant en corporation: Emile E. Goulet, entrepreneur, Conrad Beaudet, électricien, et Marcel Goulet, étudiant, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'entreprise d'entrepreneurs en plomberie et le commerce de la plomberie en général, et exercer l'entreprise d'entrepreneurs électriciens, ainsi que toutes entreprises de construction en général, et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "E. E. Goulet Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Association des Bouchers de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-Rémi Lazure, Antoine Champagne, Eugène Gagné, François Godin and Victor Laverdure, all butchers, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote friendly intercourse, kindness, harmony and cooperation among the butchers of the city of Montreal, under the name of "Association des Bouchers de Montréal".

The powers granted do not authorize games of chance or mixed games of chance and skill, nor do they authorize the corporation to apply for, secure or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the association may possess is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Eastern Footwear Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1948, incorporating: Albert McDonald, cobbler, Raymond Pearson, accountant, Armand Roy, leather cutter, Gérard Davignon and Rodolphe Mailhot, cobblers, all of Richmond, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in footwear and in any leather articles or any merchandise capable of being the object of a departmental store or of a haberdashery or hardware store, under the name of "Eastern Footwear Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 preferred shares of \$100 each and 1,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Richmond, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

E. E. Goulet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1948, incorporating: Emile E. Goulet, contractor, Conrad Beaudet, electrician, and Marcel Goulet, student, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing contractors and the plumbing trade in general, and to act as electrical contractors and undertake construction works of all kinds, and deal in building requisites, under the name of "E. E. Goulet Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Garage A. Dumont Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1948, constituant en corporation: Alphonse Dumont, commerçant, Dame Alice Turgeon Dumont, épouse séparée de biens de Alphonse Dumont, et Rolland Dumont, camionneur, tous de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'automobiles et d'accessoires d'automobiles, camions, taxis, autobus, tracteurs, moteurs, huiles, essences, anticongelants de toutes sortes, sous le nom de "Garage A. Dumont Ltée", avec un capital de \$80,000 divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

La Compagnie de Transport de La Malbaie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1948, constituant en corporation: Yves Prévost, avocat, de Beauport, Maurice Gagné, avocat, et Claire Laflamme, sténographe, ces deux derniers de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie du transport des personnes et des marchandises dans toutes ses branches;

Faire le commerce et la réparation en général des moteurs, des véhicules-moteurs de toutes sortes, ainsi que des pièces de rechange et accessoires de toutes sortes s'y rattachant, sous le nom de "La Compagnie de Transport de La Malbaie", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Northern Hostel Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1948, constituant en corporation: Antoine Gobeil, avocat, Andrée Clavet, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, et Christophe Taschereau, avocat, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer, ou autrement acquérir, posséder, aménager, meubler, ex-

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Garage A. Dumont Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1948, incorporating: Alphonse Dumont, trader, Dame Alice Turgeon Dumont, wife separate as to property of Alphonse Dumont, and Rolland Dumont, drayman, all of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in all lines of automobiles and automobile accessories, trucks, taxis, autobuses, tractors, motors, oil, gasoline antifreeze preparations of all kinds, under the name of "Garage A. Dumont Ltée", with a capital stock of \$80,000 divided into 400 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

La Compagnie de Transport de La Malbaie

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1948, incorporating: Yves Prévost, advocate, of Beauport, Maurice Gagné, advocate, and Claire Laflamme, stenographer, these two latter of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To engage in the transportation of passengers and merchandise in all lines of such business;

In general to deal in and repair motors, motor vehicles of all kinds and all spare parts and accessories connected therewith, under the name of "La Compagnie de Transport de la Malbaie" with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Northern Hostel Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1948, incorporating: Antoine Gobeil, advocate, Andrée Clavet, secretary, spinster, both of the city of Quebec, judicial district of Quebec, and Christophe Taschereau, advocate of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To erect, build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, furnish, operate and maintain hotels,

exploiter et maintenir des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements et d'amusements, cottages et chalets, boutiques et buanderies, et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer, sous le nom de "Northern Hostel Incorporated", avec un capital de \$100,000, divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Ouvroir Notre Dame des Enfants

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Eva L. Lalonde, épouse séparée de biens du notaire J.-P. Lalonde et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Cécile L. Girard, épouse séparée de biens de Léo Girard, avocat, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maude Malépart, veuve, toutes trois bourgeoises, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dans un but de bienfaisance et de charité recueillir des vêtements et de l'argent, lesquels argent serviront à l'achat de matériel et à la confection de vêtements; ces vêtements seront distribués à toutes les crèches qui recueillent les enfants illégitimes dans la province de Québec, pour l'usage des dits enfants, sous le nom de "Ouvroir Notre Dame des Enfants".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à 874, rue Sherbrooke Est, à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Pierre Berthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1948, constituant en corporation: Paul Duranleau, avocat, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, Jules Dupré, avocat, de la cité d'Outremont, René Duranleau, avocat, Eva Cummings, secrétaire, veuve de Edward Cummings, Juliette Mailloux et Marthe Bastien, secrétaires, filles majeures, ces quatre derniers de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, réglage, gravure, photogravure, héliogravure, lithographie, photographie, reliure, librairie, papeterie et de toutes matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, sous le nom de "Pierre Berthier Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

restaurants, cafés, taverns, refreshment and amusement halls; cottages and cabins, shops and laundries, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of same, under the name of "Northern Hostel Incorporated", with a capital stock of \$100,000 divided into 100,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Ouvroir Notre Dame des Enfants

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Eva L. Lalonde, wife separate as to property of Notary J. P. Lalonde, and duly authorized by him for the purposes hereof, Cécile L. Girard, wife separate as to property of Léo Girard, advocate, duly authorized by him for the purposes hereof, and Maude Malépart, widow, all three housewives, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

For a benevolent and charitable purpose to collect clothing and money, the said money to be used to purchase material for the making of clothing; these garments to be distributed to all foundling, homes, throughout the Province of Quebec, for the use of the said children, under the name of "Ouvroir Notre Dame des Enfants".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars.

The head office of the corporation will be at 874 Sherbrooke Street East, at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Pierre Berthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1948, incorporating: Paul Duranleau, advocate, of Belœil, judicial district of Richelieu, Jules Dupré, advocate, of the city of Outremont, René Duranleau, advocate, Eva Cummings, secretary, widow of Edward Cummings, Juliette Mailloux and Marthe Bastien, secretaries, spinners, the four latter of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing, ruling, engraving, photoengraving, héliogravure, lithography, photography, binding, stationery, paper and all kinds of matters and undertakings capable of being incidental to one or another of the foregoing purposes, under the name of "Pierre Berthier Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Potvin & Frère Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1948, constituant en corporation: Roland Potvin, Gaston Potvin, vendeurs, Dame Madeleine Falardeau, épouse séparée de biens de Roland Potvin, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'industrie des brûleurs à l'huile de tous genres, de leurs pièces et accessoires, des huiles à chauffage et à moteur, de ses produits et de ses sous-produits, sous le nom de "Potvin & Frère Cie Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Practical Products & Novelties Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1948, constituant en corporation: Roland Imbleau, Georges-D. Gohier, vendeurs, et Simone Parent, épouse de Roland Imbleau, ménagère, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des bibelots, fantaisies, nouveautés, tissus textiles, accessoires de maison, articles de librairie, quincaillerie, appliqués électriques, produits de nature semblable ou similaire, sous le nom de "Practical Products & Novelties Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4351 rue Brébœuf, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
221510 P. FRENETTE.

Potvin & Frère Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1948 incorporating: Roland Potvin, Gaston Potvin, salesmen, Dame Madeleine Falardeau, wife separate as to property of Roland Potvin, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in oil burners of all kinds, their parts and accessories, fuel oil and motor oil, their products and by-products, under the name of "Potvin & Frère Cie Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Practical Products & Novelties Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1948, incorporating: Roland Imbleau, Georges-D. Gohier, salesmen, and Simone Parent, wife of Roland Imbleau, housewife, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in knick-knacks, fancy goods, novelties, textiles, household supplies, stationery, hardware articles, electrical fixtures and products of same or similar kind, under the name of "Practical Products & Novelties Limitée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4351 Brébœuf Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

22151 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires**Central Bottle Exchange Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuf avril 1948, à la compagnie "Central Bottle Exchange Ltd.", ratifiant son règlement No 8, augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000 par la création de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent**Central Bottle Exchange Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 19th day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Central Bottle Exchange Ltd.", ratifying its by-law No. 8 increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000 by the creation of 500 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 19th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

**Corporation Baronet Limitée
Baronet Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 avril 1948, à la compagnie "Corporation Baronet Limitée" — "Baronet Corporation Limited", ratifiant son règlement No 11 réduisant son capital-actions de \$50,000 à \$49,100 par la cancellation de 9 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Frederick B. Locker Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix avril 1948, à la compagnie "Frederick B. Locker Incorporated", ratifiant son règlement spécial "A": 1°) diminuant son capital autorisé de \$500,000 à \$301,500 par l'annulation de 1,985 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2°) décrétant la création et l'émission de 2,500 actions ordinaires dudit capital autorisé ainsi diminué, d'une valeur au pair de \$100 chacune, en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

J. M. Flanders Sales Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze avril 1948, à la compagnie "J. M. Flanders Sales Corp.", ratifiant son règlement No. 25: a) diminuant son capital de \$60,000 à \$40,000 par l'annulation de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; b) augmentant ledit nouveau capital de \$40,000 à \$240,000 par la création de 2000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

**Corporation Baronet Limitée
Baronet Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirteenth day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Corporation Baronet Limitée" — "Baronet Corporation Limited", ratifying its by-law No. 11, reducing its capital stock from \$50,000 to \$49,100 by the cancellation of 9 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Frederick B. Locker Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 10th day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Frederick B. Locker Incorporated", ratifying its special by-law "A": 1.) reducing its authorized capital from \$500,000 to \$301,500 by the cancellation of 1,985 common shares of a par value of \$100 each; 2.) enacting the creation and issue of 2,500 common shares of the so reduced authorized capital of the par value of \$100 each, as 2,500 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 10th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

J. M. Flanders Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 14th day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "J. M. Flanders Sales Corp.", ratifying its by-law No. 25: a) reducing its capital stock from \$60,000 to \$40,000 by the cancelling of 200 preferred shares of the par value of \$100 each; b) increasing the said new capital stock of \$40,000 to the sum of \$240,000 by the creating of 2,000 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

**La Ligue de Baseball Provinciale Amateur
Indépendante Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 avril 1948, à "La Ligue de Baseball Provinciale Amateur Indépendante Inc.", constituée en corporation le 26 février 1948, par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, étendant ses pouvoirs.

**La Ligue de Baseball Provinciale Amateur
Indépendante Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "La Ligue de Baseball Provinciale Amateur Indépendante Inc.", incorporated by letters patent, dated the twenty-sixth day of February, 1948, issued under the provisions of Part III of the said Act, extending its powers.

Daté du bureau du Procureur général le 22 avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Macamic Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept avril 1948, changeant le nom de la compagnie "La Compagnie de Développement Lasalle Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1948, en celui de "Macamic Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Mayfair Food Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze avril 1948, à la compagnie "Mayfair Food Corporation", ratifiant son règlement No XXIV, augmentant son capital de \$6,000 à \$25,000 par la création de 19,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Moebee Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un avril 1948, à la compagnie "C. H. Malis Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 janvier 1948, changeant son nom corporatif en celui de "Moebee Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un avril 1948, à la compagnie "Jackson Boat Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 septembre 1946, changeant son nom corporatif en celui de "Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Mount Enterprise Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Macamic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 27th day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of "La Compagnie de Développement LaSalle Ltée", incorporated by letters patent dated January 15th, 1948, into that of "Macamic Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the 27th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Mayfair Food Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 14th day of April, 1948 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mayfair Food Corporation", ratifying its by-law No. XXIV increasing its capital from \$6,000 to \$25,000 by the creation of 19,000 additional common shares of the par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Moebee Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "C. H. Malis Ltd.", incorporated by letters patent dated January 19th, 1948, changing its corporate name into that of "Moebee Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 21st of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Jackson Boat Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated September 6th, 1946, changing its corporate name into that of "Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 21st of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Mount Enterprise Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treize avril 1948, à la compagnie "Mount Enterprise Limited", ratifiant son règlement No VI, augmentant son capital de \$49,000 à \$224,000 par la création de 1750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Warwick Woollen Mills Co. Ltd.
Warwick Woollen Mills Co. Ltée

patent, bearing date the 13th day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mount Enterprise Limited", ratifying its by-law No. VI increasing its capital stock from \$49,000 to \$224,000 by the creation of 1750 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney-General, the 13th of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Warwick Woollen Mills Co. Ltd.
Warwick Woollen Mills Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 avril 1948, à la compagnie "Warwick Woollen Mills Co. Ltd." — "Warwick Woollen Mills Co. Ltée", ratifiant son règlement No 29: a) convertissant et subdivisant 3,000 actions communes sans valeur au pair en 30,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune; b) convertissant 3,000 actions privilégiées classe "B" sans valeur au pair en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, sujettes aux mêmes droits, privilèges ou restrictions attribués aux actions privilégiées classe "A" dans les lettres patentes originales, le capital-actions autorisé de la compagnie étant désormais de \$830,000 formé de 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 12 avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Yvon Boulanger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 avril 1948, changeant le nom de la compagnie "Boulanger Limitée" — "Boulanger Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1946, en celui de "Yvon Boulanger Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 21 avril 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
22152-o P. FRENETTE.

Princeville Woodcraft Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 mai 1948, à la compagnie "Princeville Woodcraft and Plastics Limited", constituée en corporation par lettres patentes datées du 12 novembre 1945, ratifiant son Règlement No 8: a) changeant son nom en celui de "Princeville Woodcraft Limited"; b) augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$99,000 par la création de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Warwick Woollen Mills Co. Ltd." — "Warwick Woollen Mills Co. Ltée", ratifying its by-law No. 29: a) converting and subdividing 3,000 common shares having no par value into 30,000 shares of a par value of \$1 each; b) converting 3,000 class "B" preferred shares having no par value into 3,000 preferred shares of a par value of \$100 each, subject to the same rights privileges or restrictions attached to the class "A" preferred shares in the original letters patent, the authorized capital stock of the company to be henceforth \$830,000, consisting of 8,000 preferred shares of a par value of \$100 each and 30,000 common shares of a par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1948.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Yvon Boulanger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-first day of April, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Boulanger Limitée" — "Boulanger Limited", incorporated by letters patent dated August 24, 1946, to that of "Yvon Boulanger Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1948.

P. FRENETTE,
22152 Assistant Deputy Attorney General.

Princeville Woodcraft Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventh day of May, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Princeville Woodcraft and Plastics Limited", incorporated by letters patent dated November 12, 1945, ratifying its By-law No. 8: a) changing its name to that of "Princeville Woodcraft Limited"; b) increasing its capital stock from \$49,000 to \$99,000 by the creation of 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares.

Daté du bureau du Procureur général le 7 mai 1948.

L'Assistant-procureur général,
22179-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1948.

L. DÉSILETS,
22179 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 261094. Dame Gilberte Lecavalier, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Paul Emile Moreau, dûment autorisée, demanderesse vs ledit Paul Emile Moreau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause le 22 avril 1948.

Montréal, 6 mai 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
22153 S. J. SMILEY.

AVIS LÉGAL

Cour supérieure, district de Montréal, No. 261680. Dame Simonne Sauvageau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J. André Lachance, voyageur de commerce, des mêmes lieux, vs J. André Lachance, des cité et district de Montréal.

Une action en séparation de biens a été instituée le 5 mai 1948, en cette cause.

Montréal, ce 5 mai, 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
22154-o LAURIN LAPOINTE.

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, N° 55038. Dame Eliane Dufour, épouse commune en biens de Arthur Cazeau, fonctionnaire Provincial, domiciliée au numéro 1158, 2ème avenue Limoilou, Québec, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, 10 mai 1948.

L'Avocat de la demanderesse,
22166-o EDOUARD LAVERGNE.

Canada, province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, No 6484. Dame Orise Plante, épouse commune en biens de Oliva Pratte, cultivateur, du canton de Racine, comté de Richmond, district de St-François, demanderesse, vs ledit Oliva Pratte, des mêmes lieux et endroits, défendeur.

Une action en séparations de biens a été instituée en cette cause, le 4e jour de mai 1948.

Sherbrooke, ce 8e jour de mai 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
22167-o GEO.-H. DUREAULT.

Canada, province de Québec, district de Montréal, dans la Cour Supérieure, No 261790. Dame Ruth Zatz, épouse commune en biens de Gerald Singer, manufacturier, tous deux de la ville de Montréal, district de Montréal, demanderesse, vs le sus-mentionné Gerald Singer, manufacturier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 10 mai, 1948.

Montréal, ce 10ième jour de mai, 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,
22168-o MEYEROVITCH, BATSHAW & LEVY.

Actions for Separation as to Property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 261094. Dame Gilberte Lecavalier, housewife, of the city of Montreal, wife common as to property of Paul Emile Moreau, duly authorized, plaintiff, vs the said Paul Emile Moreau, defendant.

An action in separation of property has been instituted in the present cause on 22nd April 1948.

Montreal, 6th May, 1948.

(Signed) S. J. SMILEY,
22153-o Attorney for plaintiff.

LEGAL NOTICE

Superior Court, District of Montreal, No. 261680. Dame Simonne Sauvageau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. André Lachance, salesman, of the same place, vs J. André Lachance, of the city and district of Montreal.

An action in separation as to property has been instituted on the 5th of May, 1948, in this cause.

Montreal, this 5th of May, 1948.

LAURIN LAPOINTE,
22154 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 55038. Dame Eliane Dufour, wife of Arthur Cazeau, Civil Servant, domiciled at number 1158, 2nd Avenue, Limoilou, Quebec, has taken against her husband an action for separation as to property.

Quebec, May 10, 1948.

EDOUARD LAVERGNE,
22166-o Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of St-François, Superior Court, No. 6484. Dame Orise Plante, wife common as to property of Oliva Pratte, farmer, of the township of Racine, county of Richmond, district of St. Francis, plaintiff; vs said Oliva Plante, of the same place and district, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 4th day of May, 1948.

Sherbrooke, this 8th day of May, 1948.

GEO. H. DUREAULT,
22167 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, in the Superior Court, No. 261790. Dame Ruth Zatz, wife common as to property of Gerald Singer, manufacturer, both of the city and district of Montreal, plaintiff, vs the said Gerald Singer, manufacturer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th of May, 1948.

Montreal, this 10th day of May, 1948.

MEYEROVITCH, BATSHAW & LEVY,
22168-o Attorneys for plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 530

Number 530

Québec, le 22 avril 1948.

Quebec, April 22, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT le tarif des honoraires des membres de la Corporation des arpenteurs-géomètres de la province de Québec.

CONCERNING the tariff of fees for members of the Corporation of Quebec Land Surveyors.

ATTENDU qu'en vertu des articles 5, 6 et 51 de la Loi des arpenteurs et des arpentages (Statuts refondus, 1941, chapitre 271), le bureau de direction de la Corporation des arpenteurs-géomètres de la province de Québec a adopté, à son assemblée régulière du 20 avril 1948, un nouveau tarif des honoraires des membres de la Corporation des arpenteurs-géomètres de la province de Québec;

WHEREAS pursuant to sections 5, 6 and 51 of the Land Surveyors' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 271), the Board of Management of the Corporation of Quebec Land Surveyors, at its regular meeting of the 20th of April, 1948, adopted a new tariff of fees for members of the Corporation of Quebec Land Surveyors.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 52 de la dite loi, tout nouveau tarif et toute modification au tarif existant doivent être approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil pour avoir force et effet;

WHEREAS under section 52 of the said Act, every new tariff and every modification of the tariff for the time being shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council before having any force or effect;

ATTENDU QUE la Corporation des arpenteurs-géomètres de la province de Québec demande l'approbation du nouveau tarif et qu'il y a lieu de faire droit à cette demande.

WHEREAS the Corporation of Quebec Land Surveyors requests the approval of the new tariff and that it is expedient to grant this request.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts:

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Lands and Forests:

QUE le nouveau tarif de la Corporation des arpenteurs-géomètres de la province de Québec adopté par le bureau de direction de cette corporation, à son assemblée régulière du 20 avril 1948, et dont la copie certifiée par le président et le secrétaire-trésorier est annexée aux présentes, soit approuvé.

THAT the new tariff of the Corporation of Quebec Land Surveyors adopted by the Board of Management of the said corporation, at its regular meeting of the 20th of April, 1948, and whereof a copy certified by the President and the Secretary-Treasurer is annexed hereto, be approved.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

TARIF DES HONORAIRES DES MEMBRES DE LA CORPORATION DES ARPENTEURS-GÉOMÈTRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

TARIFF OF FEES FOR MEMBERS OF THE CORPORATION OF QUEBEC LAND SURVEYORS

1. Les arpenteurs-géomètres ont droit à un traitement minimum de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour chaque journée ou fraction de journée de service professionnelle ou de déplacement. La journée régulière de vacation est de sept (7) heures.
2. Outre les honoraires d'une journée régulière, les arpenteurs-géomètres peuvent exiger sept dollars (\$7.00) pour chaque heure additionnelle employée dans l'exercice de leur profession.
3. Outre l'honoraire pour leurs services professionnels, les arpenteurs-géomètres peuvent réclamer le remboursement de tous leurs frais de déplacement et d'assistance.
4. En outre, pour chaque borne que l'arpenteur-géomètre pose conformément à la loi, il a droit à la somme de deux dollars et cinquante (\$2.50) et en plus au remboursement du coût de la borne.
5. En outre, pour chaque procès-verbal qu'un arpenteur-géomètre dresse conformément à la loi, il a droit à la somme de dix dollars (\$10.00). Il a droit à deux dollars et cinquante (\$2.50) pour chaque cent mots additionnels, si le procès-verbal a plus que cinq cents mots.

1. Land Surveyors have a right to charge a minimum fee of twenty-five dollars (\$25) for each day or fraction of a day of professional services or travel. The regular day's work being seven (7) hours.
2. Besides the fee for a regular day's work, Land Surveyors have a right to charge seven dollars (\$7) for each additional hour employed in the practice of their profession.
3. Over and above the fee for their professional services, Land Surveyors have a right to reimbursement for their travelling expenses and hired help.
4. Moreover, the Land Surveyor is entitled to the sum of two dollars and fifty cents (\$2.50) for every boundary he establishes in accordance with the law, and also to the cost of the boundary post.
5. Moreover, for every proces-verbal drawn up by a Land Surveyor according to Law, he is entitled to the sum of ten dollars (\$10). He has the right to charge two dollars and fifty cent (2.50) for every additional one hundred words, if the proces-verbal contains more than five hundred words.

6. Pour une copie du procès-verbal et de tout autre document, l'arpenteur-géomètre a droit à l'honoraire de cinq dollars (\$5.00). Si cette copie excède cinq cents mots, il a droit à un dollar et cinquante (\$1.50) pour chaque cent mots additionnels.
7. Pour la préparation d'un plan ou pour la copie de plan, l'arpenteur-géomètre a droit à un traitement de vingt-cinq dollars (\$25.00) par jour pour le temps employé à ce travail.
8. Les arpenteurs-géomètres siégeant comme arbitres, ou comparaisant comme experts, ont droit à un traitement de vingt-cinq dollars (\$25.00) par séance.

Nous, soussignés, certifions qu'à une assemblée régulière, (la deuxième séance de la cent vingt-septième session), tenue le 20 avril 1948, le bureau de direction de la Corporation des Arpenteurs-Géomètres de la Province de Québec, a approuvé, à l'unanimité, ce nouveau tarif des honoraires des arpenteurs-géomètres.

Québec, le 20 avril 1948.

Le Président,
(Signé) ARMAND-C. CRÉPEAU,
Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) L.-N. BOULET.

22186-o

6. For a copy of a proces-verbal or any other document, the Land Surveyor is entitled to a fee of five dollars (\$5). If the said copy exceeds five hundred words, he has the right to charge one dollar and fifty cents (\$1.50) for every additional hundred words.
7. For the preparation of a plan or for the copy of a plan, the Land Surveyor is entitled to a fee of twenty-five dollars (\$25.00) per day for the time employed in such work.
8. Land Surveyors acting as arbitrators, or appearing as experts, have a right to charge a fee of twenty-five dollars (\$25.00) per sitting.

We, the undersigned, certify that at a regular meeting, (the second sitting of the one hundred and twenty-seventh Session), held on the 20th of April, 1948, the Board of Management of the Corporation of Quebec Land Surveyors, unanimously approved the new tariff of fees for Land Surveyors.

Quebec, April 20, 1948.

(Signed) ARMAND C. CRÉPEAU,
President.
L. N. BOULET,
Secretary-Treasurer.

22186

Avis divers

Loi du régime des eaux courantes Chapitre 98, S.R.Q. 1941, Formule 1.

1. (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Électrique de Mont-Laurier Ltée", de la Ville de Mont-Laurier, P.Q., dans le comté de Labelle, Que., se propose de demander l'autorisation d'installer deux turbines génératrices de 1500 H.P. Ces deux turbines génératrices seront installées dans une nouvelle usine construite sur la vieille partie de l'usine actuelle, sur la Rivière Le Lièvre, à Mont-Laurier. En plus des travaux d'excavation, ce projet comporte la construction d'un nouveau coursier situé à l'extrémité nord du pont actuel.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages, et le terrain affecté a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Labelle, à Mont-Laurier, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

ÉLECTRIQUE DE MONT-LAURIER, LIMITÉE,
Le Président,
T. LACHAPPELLE.

22124-19-4-o

Miscellaneous Notices

Water Course Act Chapter 98, R.S.Q., 1941, Form 1.

1. (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications.

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that "Électrique de Mont-Laurier Ltée", Town of Mont-Laurier, P.Q., of the county of Labelle, Que., intends to apply for authorization to install two water-wheels and generators of 1500 H.P. These two generators will be installed in a new building built on the site of the present old building on Lievre River at Mont-Laurier, P.Q. Besides the excavation work, this project calls for the construction of a new intake course to be built at the North end of the present bridge.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land affected has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Labelle, at Mont Laurier, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

ÉLECTRIQUE DE MONT-LAURIER LIMITÉE,
T. LACHAPPELLE,
President.

22124-19-4-o

Avis est donné que le troisième original de la déclaration de fondation de la "Coopérative Centrale de Pêcheurs — Central Fishermen's Cooperative," constituée en vertu de l'article 49 de la Loi des Syndicats Coopératifs, dont le siège social

Notice is hereby given that the third copy of the original of the declaration of the foundation of the "Coopérative Centrale de Pêcheurs — Central Fishermen's Cooperative", formed in virtue of section 49 of the Cooperative Syndicates Act,

est situé à Grindstone, dans les Iles de la Madeleine, a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province le 30 mars 1948.

Donné à Grindstone, I.M., ce 16ième jour d'avril 1948.

22155-o

Le Secrétaire,
J. O. TURBIDE.

the head office whereof is situated at Grindstone, in the Magdalen Islands, was filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at Grindstone, M.I., this 16th day of April, 1948.

22155

J. P. TURBIDE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Magasins Coopératifs Zénith Cooperatives Stores", en date du 1er avril 1948, dont le siège social est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22156-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Magasins Coopératifs Zénith Cooperative Stores", under date the first day of April, 1948, whereof, the head office is at Saint Jean, county of Saint Jean, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22156 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le 28 avril 1948, l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé le changement de nom de "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers-Menuisiers de Roberval, Inc." en celui de "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Roberval Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 29 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22157-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on the 28th of April, 1948, the Honourable the Provincial Secretary authorized the change of name of "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers-Menuisiers de Roberval, Inc." to that of "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Roberval Inc.", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 29, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22157 Acting Under Secretary of the Province.

UNITED AUTO PARTS (SOREL) LTD.

Règlement No 40

(Augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre)

La compagnie sera administrée par un conseil d'administration composé de quatre administrateurs, lesquels seront choisis parmi les détenteurs ordinaires et nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant droit de vote.

Copie certifiée conforme du règlement No 40 des règlements de la compagnie, adopté par les directeurs à leur assemblée du 27 décembre 1946 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie réunis en assemblée générale spéciale le 28 décembre 1946 à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents.

Le Vice-président,
22158-o J.-P. PRÉFONTAINE.

UNITED AUTO PARTS (SOREL) LTD

By-law No. 40

(Increasing the number of directors from three to four)

The company will be managed by a board of directors composed of four members, said directors to be chosen from among the holders of common stock and named at the general meeting of shareholders having voting right.

Certified true copy of by-law No. 40 of the by-laws of the company, adopted by the directors at their meeting of the 27th of December, 1946, and unanimously approved by the shareholders of the company at a special general meeting held the 28th of December, 1946, at which meeting all the shareholders were present.

J. P. PRÉFONTAINE,
22158 Vice President.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Guarantee Sport Garment Workers Assn.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 mai 1948.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Guarantee Sport Garment Workers Assn.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 5, 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22164-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés de Richelieu Knitting", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 mai 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22165-o RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Protection", en date du 17 mars 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 13 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22169-o RAOUL-E. FONTAINE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de St-Ambroise", en date du 20 mars 1948, dont le siège social est situé à Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province, le 4 mai 1948.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 4 mai 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22170-o RAOUL-E. FONTAINE.

CORPORATION MUNICIPALE DE CHANDLER
GASPÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement no. 63, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 Nos: 53, 102, 107, 157;

Dénomination de \$500.00 Nos: 35, 91, 95, 115, 192, 202.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1948, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
22171-o WILBROD LUCAS.

PAROISSE DE ST-CAMILLE DE LELLIS
(Bellechasse)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement no 99, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: Nos 35, 25 et 91.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAOUL-E. FONTAINE,
22164 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Employés de Richelieu Knitting", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 5, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sorel, county of Richelieu.

RAOUL-E. FONTAINE,
22165 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Protection", under date the seventeenth day of March, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22169 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de St-Ambroise", under date the twentieth day of March, 1948, whereof the head office is at Saint-Ambroise, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE,
22170 Acting Under Secretary of the Province.

MUNICIPAL CORPORATION OF CHANDLER
GASPÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds issued under authority of By-law No. 63 were drawn by lots:

Denomination of \$100 Nos: 53, 102, 107, 157;

Denomination of \$500 Nos: 35, 91, 95, 115, 192, 202.

The said bonds will be redeemable on the 1st of July, 1948, the date upon which they will cease to bear interests.

WILBROD LUCAS,
22171 Secretary-Treasurer.

PARISH OF ST-CAMILLE DE LELLIS
(Bellechasse)

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under authority of By-law No. 99, have been drawn by lots:

Denomination of \$100: Nos. 35, 25 et 91.

Dénomination de \$500.00: Nos 1, 12 et 42.
Lesdites obligations au total de \$1,800. sont remboursables le 1er juillet 1948, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
E.-A. MORIN.

22173-o

Denomination of \$500: Nos. 1, 12 and 42.
The said bonds, a total of \$1,800. shall be redeemable on the 1st of July 1948, from which date they will cease to bear interest.

E. A. MORIN,
Secretary-Treasurer.

22173

W. H. PERRON & Co., LIMITED

Règlement "A"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

Le nombre des directeurs est augmenté de trois à huit et le règlement No II est modifié en conséquence.

Copie conforme certifiée.

Montréal, 3 mai 1948.

(Sceau)

22180

Le Secrétaire,
J. G. MIRON.

W. H. PERRON & Co., LIMITED

By-law "A"

A By-law to increase the number of Directors

The number of directors is increased from three to eight and by-law No II is amended accordingly.

Certified true copy.

Montreal, May 3rd, 1948.

(Seal)

22180-o

J. G. MIRON,
Secretary.

PRINCEVILLE WOODCRAFT AND PLASTICS
LIMITED

Règlement No. 7

de la compagnie Princeville Woodcraft and Plastics Limited

Que soit réduit de sept à cinq le nombre des directeurs de la compagnie, à compter de remise de copie du présent règlement au Procureur général et de publication de l'avis requis dans la Gazette officielle de Québec.

Le Président,
RHEO MORISSET,

Le Secrétaire,
GÉRARD MORISSET.

22181-o

PRINCEVILLE WOODCRAFT AND PLASTICS
LIMITED

By-law No. 7

of the company Princeville Woodcraft and Plastics Limited

That the number of directors of the company be reduced from seven to five, from and after the filing of copy of the present By-law with the Attorney General and the publication of the required notice in the *Quebec Official Gazette*.

RHEO MORISSET,
President.

GÉRARD MORISSET,
Secretary.

22181

Province de Québec — District de Montréal

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie Northmount Realty & Investment Corp. tenue au siège social de la compagnie, dans la cité de Montréal, le 24 mars 1948 à 10 heures a.m.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 23 de la compagnie:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre.

2. Que le quorum des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, fixé à trois.

Et qu'il a été ratifié et confirmé par le consentement unanime de tous les actionnaires de cette compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 24 mars 1948, à 11.30 heures a.m."

Je, le soussigné, David Weigensberg, secrétaire-trésorier de la compagnie Northmount Realty & Investment Corp., certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie, que le précédent est un extrait conforme des minutes d'une assemblée de la compagnie tenue le 24 mars 1948, à 10 heures a.m.

(Sceau)

22188

DAVID WEIGENBERG.

Province of Quebec — District of Montreal

Extract from Minutes of a Meeting of the Directors of Northmount Realty & Investment Corp., held at the head office of the Company, in the City of Montreal, on the 24th day of March, 1948 at 10: A.M.

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 23 of the Company:

1. The number of the Board of Directors of the Company be and is hereby increased from three to four,

2. The quorum of the directors of the company be and the same is hereby fixed at three,

And that same has been ratified and confirmed by the unanimous consent of all the shareholders of this company at a special general meeting called for that purpose, and held on March 24th, 1948, at 11.30 a.m."

I, the undersigned, David Weigensberg, Secretary Treasurer of Northmount Realty & Investment Corp., do hereby certify under the seal of the Company that the above is a true extract from the Minutes of the company held on the 24th of March, 1948 at 10 A.M.

(Seal)

22188-o

DAVID WEIGENBERG.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation Notre-Dame de Mackayville", en date du

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation Notre-Dame de Mackay.

23 mars 1948, dont le siège social est situé à Mackayville, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
Le Sous-secrétaire adjoint
de la Province,

22187-o

RAOUL-E. FONTAINE.

HATLEY FARM LIMITED

Règlement N° 3

Un règlement qui pourvoit à la distribution de l'actif de la compagnie Hatley Farm Limited.

Attendu que la compagnie Hatley Farm Limited a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de liquider ses affaires et qu'elle n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire de distribuer l'actif de la compagnie entre les actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 3 de la compagnie Hatley Farm Limited que l'actif de la compagnie soit distribué entre les actionnaires.

Je, le soussigné, Foxhall P. Keene Taylor, secrétaire de la compagnie Hatley Farm Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme d'un règlement décrété par le bureau de direction de ladite compagnie à une assemblée tenue le 30 avril 1948, à laquelle un quorum était présent et votèrent, et lequel règlement est encore en pleine vigueur et effet,

Le Secrétaire,

22190

FOXHALL P. KEENE TAYLOR.

MONTREAL ACCEPTANCE CORPORATION

Règlement N° 40

Nombre des Administrateurs

Le nombre des administrateurs de la compagnie est réduit de six à cinq.

Les règlements de la compagnie sont modifiés en conséquence.

Copie certifiée conforme du règlement N° 40 des règlements de "Montreal Acceptance Corporation" adopté par les administrateurs de la compagnie à leur assemblée du 13 avril 1948 et sanctionné à l'unanimité par les actionnaires à l'assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 19 avril 1948, et convoquée à cette fin.

Le Secrétaire,

22191-o

ROLAND THÉRIEN.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Fairway Credit Union", en date du 13 avril 1948, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 29 avril 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
22192-o RAOUL-E. FONTAINE.

ville", under date the twenty-third day of March, 1948, whereof the head office is at Mackayville, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1948.

22187 RAOUL-E. FONTAINE,
of the Province.

HATLEY FARM LIMITED

By-Law Number 3

A By-law to provide for the distribution of the assets of Hatley Farm Limited.

Whereas Hatley Farm Limited has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

And whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the Company among the shareholders;

Therefore be it enacted and it is hereby enacted as By-law number 3 of Hatley Farm Limited, that the assets of the Company be distributed among the shareholders.

I the undersigned, Foxhall P. Keene Taylor, secretary of Hatley Farm Limited, hereby certify that the foregoing is a true copy of a By-law enacted by the Board of Directors of the said Company at a meeting held on the 30th day of April, 1948, at which a quorum was present and voted, and which By-law is still in full force and effect.

FOXHALL P. KEENE TAYLOR,
Secretary.

22190-o

MONTREAL ACCEPTANCE CORPORATION

By-law No. 40

Number of Directors

The number of directors of the company is decreased from six to five.

The by-laws of the company are consequently amended.

Certified true copy of By-law No. 40 of the by-laws of "Montreal Acceptance Corporation" adopted by the directors of the company at their meeting of the 13th of April, 1948, and unanimously sanctioned by the shareholders at a special general meeting of the shareholders held the 19th of April, 1948, and called for such purpose.

ROLAND THÉRIEN,
Secretary.

22191

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Fairway Credit Union" under date the 13th day of April, 1948, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1948.

22192 Acting Under Secretary of the Province.
RAOUL-E. FONTAINE.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie Laurence Realty Corporation tenue au bureau de la compagnie le 3 mai 1948.

Extract of minutes of meeting of directors of Laurence Realty Corporation held at the office of the company on the 3rd day of May, 1948.

Numéro B

Number B

"Qu'il soit résolu en conséquence que tout l'actif de la compagnie Laurence Realty Corporation, lors de l'abandon de sa charte, soit distribué sur une base de pro rata entre tous les actionnaires de la corporation et qu'un sommaire de cette résolution soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie Laurence Realty Corporation, déclare, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte d'une résolution qui a été passée à une assemblée des directeurs de la compagnie Laurence Realty Corporation tenue le 3 mai 1948 au bureau de la compagnie, et a été subsequmment ratifiée et confirmée à une assemblée des actionnaires tenue à la même date au bureau de la compagnie.

LAURENCE REALTY CORPORATION,
(Seal) Le Secrétaire,
22194 D. TANNENBAUM, M.D.

"Be it, therefore, resolved, that all of the assets of the Laurence Realty Corporation, upon surrender of its charter, be distributed amongst all of the shareholders of the corporation on a pro rata basis, and that a summary of this resolution be published in the *Quebec Official Gazette*."

I, the undersigned, Secretary of Laurence Realty Corporation hereby declare that the above is a true and exact copy of a resolution which was passed at a meeting of directors of Laurence Realty Corporation held on the 3rd day of May, 1948 at the office of the company and thereafter same was ratified and confirmed, at a meeting of shareholders held at the office of the company on the same date.

LAURENCE REALTY CORPORATION,
(Seal) D. TANNENBAUM, M.D.
22194-o Secretary.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

DAVID MOORE INC.

DAVID MOORE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "David Moore Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 30 avril 1948.
Le Secrétaire-trésorier,
22159 MAX KATZ.

Notice is hereby given that "David Moore Inc." will make application for leave to surrender its charter in accordance with the Quebec Companies Act.

Montreal, April 30th, 1948.
MAX KATZ,
22159-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Gallin Glove Co. Ltd.", incorporée en vertu de la première partie de la Loi des comp gnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur,
22160-o LAMBERT LAMARCHE, N. P.

Notice is hereby given that the company "Gallin Glove Co. Ltd." incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

LAMBERT LAMARCHE N. P.
22160 Attorney.

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Premier Products Ltd.", ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 7 mai 1948.
Les Procureurs de la requérante,
22161 STEIN & STEIN.

Notice is hereby given that "Premier Products Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated, at Montreal, this 7th day of May, 1948.
STEIN & STEIN,
22161-o Attorneys for Petitioner.

AVIS

NOTICE

RE: A. LEGER & CO. LIMITED

IN RE: A. LEGER & CO. LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie A. Leger & Co. Limited demandera d'accepter l'abandon de sa charte.

Daté à Lachine, Qué., le 12 mai 1948.
Le Président,
22195 (Signé) R. W. CHERRY.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of Section 26 of The Quebec Companies' Act, A. Leger & Co. Limited will make application for the acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Lachine, Que. this 12th day of May, 1948.
(Signed) R. W. CHERRY,
22195-o President.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 15-48.

Québec, le 4 mai 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 28 avril 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Grosses-Roches dans le comté de Matane, les lots 37 à 40 inclusivement des rangs IV et V du canton de Cherbourg et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Cherbourg, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 211-48.

Québec, le 5 mai 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril, 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de "De Sales", dans le comté de Charlevoix, en celui de "Notre-Dame-des-Monts". Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 282-48.

Québec, le 4 mai 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril 1948, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, dans le comté de Québec, le lot N° 237 du cadastre officiel de l'Ancienne-Lorette, et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de l'Ancienne-Lorette, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 381-48.

Québec, le 5 mai 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril, 1948, de changer le nom de la municipalité scolaire de "Cap-Désespoir", dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de "Cap-d'Espoir", même comté. Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 1286-47.

Québec, le 5 mai 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 avril, 1948, de rescinder l'item 5 de l'arrêté ministériel numéro 71, en date du 22 janvier, 1948, concernant l'annexion d'un certain territoire à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, comté du Lac St-Jean.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22162-o J. P. LABARRE.

N° 730-47.

Québec, le 30 avril 1948.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Bas de la Côte Saint-Louis, dans le

No. 15-48.

Quebec, May 4, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated April 28, 1948, to detach from the school municipality of Grosses-Roches, in the county of Matane, lots 37 to 40 inclusively of ranges IV and V of the township of Cherbourg and to annex them to the school municipality of Saint-Thomas de Cherbourg, in the same county.

This order in council to take effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 211-48.

Quebec, May 5, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 28, 1948, to change the name of the school municipality of "De Sales" in the county of Charlevoix, to that of "Notre-Dame-des-Monts". Said Order in Council to take effect eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 282-48.

Quebec, May 4, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 28, 1948, to detach from the school municipality of the parish of L'Ancienne Lorette, in the county of Quebec, lot No. 237 of the official cadastre for l'Ancienne Lorette, and to annex it to the school municipality of the village of l'Ancienne Lorette, in the same county.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 381-48.

Quebec, May 5, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated April 28, 1948, to change the name of the school municipality of "Cap-Désespoir", in the county of Gaspé-South, into that of "Cap-d'Espoir", in the same county. This order in council to take effect eight days after publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 1286-47.

Quebec, May 5, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated April 28, 1948, to repeal item 5 of the order in council No. 71, dated January 22, 1948, concerning the annexation of a certain territory to the school municipality of the parish of St-Jérôme county of Lake St. John.

22162 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 730-47.

Quebec, April 30, 1948.

Application is made to annex to the school municipality of Bas de la Côte Saint-Louis, in

comté de Jacques-Cartier, les territoires des municipalités scolaires de Haut de la Côte St-Louis et de Côte Saint-François, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22142-19-2-o J.-P. LABARRE.

N° 739-39.

Québec, le 4 mai 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne des Plaines N° 2, dans le comté de Terrebonne, les lots 212, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 225, 226 et 228, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne des Plaines et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Anne des Plaines N° 1, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22143-19-2-o J.-P. LABARRE.

N° 525-48.

Québec, le 4 mai 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Lucie de Doncaster, dans le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Lantier", son territoire sera borné comme suit:

Au nord-ouest, par les lots numéros 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20-A du rang XI; par la ligne de division entre les cantons Doncaster et Archambault; par les lots numéros 35, 36 et 37 du rang X.

Vers le nord-est, par le lot 44 du rang XI; par le lot 35 du rang X; par le lot 38 du rang IX; par le lot 34 du rang VIII et par le lot 29 du rang VII.

Vers le sud-est, par les lots 35 et 36 du rang X; par les parties non-divisées des lots 37, 38, 39, 40 et 41 dudit rang X; par les lots 34, 35, 36 et 37 du rang VIII, par les lots 29, 31, 32, et 33 du rang VII; par les lots 23-A, 23-B, 24, 25, 26, 27 et 28 du rang VI; par les lots 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14-A, 14-B, 15, 16-A, 16-B, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du rang VII.

Vers le sud-ouest, par les lots 22 et 29 du rang VII; par les lots 8 des rangs VIII, IX et X, et par le lot 20-A du rang XI.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22144-19-2-o J.-P. LABARRE.

N° 531-48

Québec, le 5 mai, 1948.

Demande est faite d'ériger la paroisse canonique de Saint-Éphrem de Fitch Bay, dans le comté de Stanstead, en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Éphrem de Fitch Bay", pour les catholiques seulement, qui comprendra le territoire ci-dessous décrit, lequel sera détaché des municipalités scolaires du Canton de Magog, de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, et de la municipalité scolaire catholique d'Ayer's Cliff. Son territoire est borné comme suit, savoir:

Commencant au point d'intersection de la ligne entre les cantons de Stanstead et de Magog avec la rive est du lac Memphremagog; de là vers le nord-est, en suivant ladite rive jusqu'à l'intersection de la ligne nord du lot numéro 3-C du rang XVI du canton de Magog; de là vers l'est en suivant la ligne nord dudit lot jusqu'à l'intersection de la ligne ouest du rang XV; de là vers le nord, en suivant la ligne ouest dudit rang jusqu'à l'intersection de la ligne nord du lot N° 4-C du même rang; de là vers l'est en suivant la ligne nord dudit lot jusqu'à l'intersection de la ligne ouest du rang XIV; de là vers le nord en suivant la ligne ouest dudit rang jusqu'à l'intersection de la ligne nord du lot

the county of Jacques-Cartier, the territories of the school municipalities of Haut de la Côte St-Louis and of Côte Saint-François, in the same county.

J. P. LABARRE,
22142-19-2 Superintendent of Education.

No. 739-39.

Quebec, May 4, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Anne des Plaines No. 2, in the county of Terrebonne, lots 212, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 225, 226, and 228 of the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Anne des Plaines and to annex the same to the school municipality of Sainte-Anne des Plaines No. 1, in the same county.

J.-P. LABARRE,
22143-19-2 Superintendent of Education.

No. 525-48.

Quebec, May 4, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Lucie de Doncaster, in the county of Terrebonne, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of "Lantier", its territory to be bounded as follows:

On the northwest, by lots Nos: 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 and 20-A of range XI; by the division line between the townships Doncaster and Archambault; by lots Nos: 35, 36 and 37 of range X.

On the northeast, by lot 44 of range XI; by lot 35 of range X; by lot 38 of range IX; by lot 34 of range VIII and by lot 29 of range VII.

On the southeast, by lots 35 and 36 of range X; by the unsubdivided parts of lots 37, 38, 39, 40 and 41 of said range X; by lots 34, 35, 36 and 37 of range VIII, by lots 29, 31, 32 and 33 of range VII; by lots 23-A, 23-B, 24, 25, 26, 27 and 28 of range VI; by lots 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14-A, 14-B, 15, 16-A, 16-B, 17, 18, 19, 20, 21 and 22 of range VII.

On the southwest, by lots 22 and 29 of range VII; by lots 8 of ranges VIII, IX and X, and by lot 20-A of range XI.

J. P. LABARRE,
22144-19-2 Superintendent of Education.

No. 531-48

Quebec, May 5, 1948.

Application is made to erect the canonical parish of Saint-Ephrem de Fitch Bay, in the county of Stanstead, into a separate school municipality under the name of "Saint-Ephrem de Fitch Bay", for Catholics only, which will include the territory hereinafter described, said territory to be detached from the school municipalities of the Township of Magog, the parish of Sacré-Cœur de Jésus, and the Catholic school municipality of Ayer's Cliff. Its territory to be bounded as follows, to wit:

Starting at the point of intersection of the line between the townships of Stanstead and Magog with the east shore of Lake Memphremagog; thence northeastward, following the said shore up to the intersection of the north line of lot number 3-C of range XVI of the township of Magog; thence towards the east following the north line of the said lot up to the intersection of the west line of range XV; thence northward, following the west line of the said range up to the intersection of the north line of lot No. 4-C of the same range; thence eastward following the north line of said lot up to the intersection of the west line of range XIV; thence northward following the west line of said range up to the

N° 52 du même rang; de là vers l'est, en suivant la ligne nord dudit lot 52 et du lot 5-B jusqu'à l'intersection de la rive ouest du lac connu sous le nom de Lovering Pond; de là vers l'est en ligne droite, jusqu'au point d'intersection de la rive est dudit lac avec la ligne nord du lot N° 5-C du rang XIII; de là continuant vers l'est en suivant la ligne nord des numéros 5-C et 5-B du rang XIII et du lot N° 5 dans les rangs XII et XI jusqu'à l'intersection de la ligne est du rang XI, ligne entre les cantons de Magog et de Hatley; de là vers le sud, en suivant la ligne entre les cantons de Magog et de Hatley, jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les cantons de Magog et de Stanstead; de là vers l'est, en suivant la ligne entre lesdits cantons, jusqu'à l'intersection de la ligne est du rang XII du canton de Stanstead; de là, vers le sud, en suivant la ligne est dudit rang jusqu'à l'intersection de la ligne sud du lot "989"; de là, vers l'ouest en suivant la ligne sud des lots 989 et 988 jusqu'à l'intersection de la ligne est du lot N° 987; de là vers le sud en suivant la ligne est dudit lot jusqu'à son coin sud-est; de là, vers l'ouest suivant la ligne sud dudit lot N° 987, jusqu'à l'intersection de la ligne est du lot N° 983; de là, vers le sud, en suivant la ligne est dudit lot jusqu'à son coin sud-est; de là, vers l'ouest en suivant la ligne sud des lots Nos 983 et 851 jusqu'à l'intersection de cette ligne avec le centre de la rivière Tomifobia; de là, vers le sud-ouest, en suivant le centre de ladite rivière dans tous ses cantons, jusqu'à son intersection avec la ligne du rang X; de là, vers le sud, en suivant la ligne dudit rang jusqu'à l'intersection de la ligne sud du lot N° 761; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud des lots Nos 761, 760, 720, 718, jusqu'à son intersection avec le centre du chemin qui traverse le N° 718 vers le milieu; de là, vers le sud-ouest en suivant le centre dudit chemin à travers les lots 721, 637, jusqu'à la rencontre de l'autre chemin qui divise les lots 636 et 636-A; de là, vers le sud, en suivant le centre de ce dernier chemin, jusqu'au coin sud-est du lot 636; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud du lot N° 636 jusqu'à l'intersection de la ligne est du lot 635; de là, vers le sud en suivant la ligne est dudit lot jusqu'à son coin sud-est; de là, vers l'ouest en suivant la ligne sud des lots Nos 635, 531, 529, jusqu'à l'intersection de la ligne est du rang VI; de là, vers le sud, en suivant la ligne est dudit rang, jusqu'à l'intersection de la ligne sud du lot 433; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud des numéros 433, 433-A, 434, 340, 338, jusqu'à l'intersection de la ligne est du lot 344; de là, vers le sud, en suivant la ligne est des lots 344, 345, jusqu'à l'intersection de la ligne sud de ce dernier lot; de là, vers l'ouest en suivant la ligne sud des lots 345, 195, 196 jusqu'à l'intersection de la ligne est du rang III; de là, vers le sud, en suivant la ligne est du rang, jusqu'au coin sud-est du lot 142; de là, vers l'ouest en suivant la ligne sud dudit lot 142, jusqu'à l'intersection de la rive est du lac Memphremagog; de là, vers le nord-ouest et le nord en suivant les contours du lac Memphremagog et en renfermant les îles portant les Nos 1169, 1170, 1171, 1172, 1173 jusqu'au point de départ. Ce territoire faisait autrefois partie des paroisses de St-Patrice de Magog, du Sacré-Cœur de Stanstead et de Notre-Dame de la Merci de Rock Island.

intersection of the north line of lot No. 52 of the same range; thence eastward following the north line of said lot 52 and of lot 5-B up to the intersection of the west shore of the lake known as Lovering Pond; thence eastward in a straight line, up to the point of intersection of the east shore of the said lake with the north line of lot No. 5-C of range XIII; thence continuing eastward following the north line of numbers 5-C and 5-B of range XIII and of lot No. 5 in ranges XII and XI up to the intersection of the east line of range XI, the line between the townships of Magog and Hatley; thence towards the south, following the line between the townships of Magog and Hatley, up to its intersection with the division line between the townships of Magog and Stanstead; thence eastward, following the line between the said townships, up to the intersection of the east line of range XII of the township of Stanstead; thence southward, following the east line of said range up to the intersection of the south line of lot "989"; thence westward following the south line of lots 989 and 988 up to the intersection of the east line of lot No. 987; thence southward following the east line of said lot up to its southeast corner; thence westward following the south line of said lot No. 987, up to the intersection of the east line of lot No. 983; thence, southward, following the east line of said lot up to its southeast corner; thence, westward following the south line of lots Nos. 983 and 851 up to the intersection of the said line with the middle of the Tomifobia river; thence southwestward, following the middle of the said river in all its townships, to its intersection with the line of range X; thence, southward following the line of said range up to the intersection of the south line of lot No. 761; thence, westward, following the south line of lots Nos. 761, 760, 720, 718, up to its intersection with the middle of the road which crosses No. 718 towards the center; thence, southwestward, following the middle of the said road across lots 721, 637 up to the junction of the other road which divides lots 636 and 636-A; thence southward, following the middle of this latter road, up to the southeast corner of lot 636; thence, westward, following the south line of lot No. 636 up to the intersection of the east line of lot 635; thence southward following the east line of said lot up to its southeast corner; thence, westward following the south line of lots Nos. 635, 531 and 529 up to the intersection of the east line of range VI; thence, southward, following the east line of said range, up to the intersection of the south line of lot 433; thence westward, following the south line of Nos. 433, 433-A, 434, 340 and 338 up to the intersection of the east line of lot 344; thence southward, following the east line of lots 344, 345, up to the intersection of the south line of this last lot; thence, westward following the south line of lots 345, 195, 196 up to the intersection of the east line of range III; thence, southward, following the east line of the range up to the southeast corner of lot 142; thence, westward following the south line of said lot 142, up to the intersection of the east shore of Lake Memphremagog; thence, northwestward and northward following the contour of lake Memphremagog and enclosing the islands bearing Nos. 1169, 1170, 1171, 1172 and 1173 up to the starting point. The said territory heretofore forming part of the parishes of St-Patrice de Magog, of Sacré-Cœur de Stanstead and of Notre-Dame de la Merci of Rock Island.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la ville de Bourlamaque
Division d'enregistrement de l'Abitibi

Official cadastre of the town of Bourlamaque.
Registration division of Abitibi

Avis est par la présente donné que les lots 396, 397 et les lots 660, 661, 662 et 663 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 396, 397 and lots 660, 661, 662 and 663 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 3 avril 1948.

Quebec, April the 3rd, 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil (maintenant partie de la ville de Jacques-Cartier). Division d'enregistrement de Chambly.

Official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil (now part of the town of Jacques-Cartier). Registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot No 89-1 est annulé et le lot 90-56 est corrigé en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 89-1 is cancelled and lot 90-56 is corrected in virtue of Article 2174 and 2174A of the civil Code.

Québec, le 24 avril 1948.

Quebec, April the 24th, 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

22163-o

22163-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur.
Division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of the parish of St. Sauveur.
Registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 340-1 à 340-60, 340-64 à 340-106 et les lots 340-51-1, 340-51-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 340-1 to 340-60, 340-64 to 340-106 and lots 340-51-1, 340-51-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 29 avril 1948.

Quebec, April the 29th, 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

22183-o

22183-o

Département du Trésor
Assurances

Treasury Department
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'EN-
REGISTREMENT SUPPLÉMENTAIRE

NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LICENSE
AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Avis est donné par les présentes que "Continental Insurance Company", ayant son siège social à New York, N.Y., États-Unis d'Amérique, qui détient déjà le permis et certificat d'enregistrement No 3074, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement supplémentaire No 3159 qui l'autorise, à compter du 4 mai 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: automobile, aviation.

Notice is hereby given that the "Continental Insurance Company", having its head office in New York, N.Y., U.S.A., which already holds the license and certificate of registry No. 3074, has obtained the supplementary license and certificate of registry No. 3159 authorizing it, as from the 4th of May, 1948, to transact in the Province contracts of insurance of the following classes: Automobile, Aviation.

Donné au bureau du Service des assurances, département du Trésor, le 4 mai 1948.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of May, 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

22174-20-2-o

22174-20-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'EN-REGISTREMENT SUPPLÉMENTAIRE NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Avis est donné par les présentes que "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company of New York", ayant son siège social à New York, N.Y., États-Unis d'Amérique, qui détient déjà le permis et certificat d'enregistrement No 3077, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement supplémentaire No 3160 qui l'autorise, à compter du 4 mai 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: automobile, aviation, navigation intérieure et océanique.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 4 mai 1948.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

22175-20-2-o Surintendant des Assurances.

Notice is hereby given that the "Fidelity-Phenix Fire Insurance Company of New York", having its head office in New York, N.Y., U.S.A., which already holds the license and certificate of registry No. 3077, has obtained the supplementary license and certificate of registry No. 3160 authorizing it, as from the 4th of May, 1948, to transact in the Province contracts of insurance of the following classes: Automobile, Aviation, Inland and ocean marine.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of May, 1948.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

22175-20-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'EN-REGISTREMENT SUPPLÉMENTAIRE NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Avis est donné par les présentes que "Niagara Fire Insurance Company", ayant son siège social à New York, N.Y., États-Unis d'Amérique, qui détient déjà le permis et certificat d'enregistrement No 3088, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement supplémentaire No 3161 qui l'autorise, à compter du 4 mai 1948, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: automobile, aviation.

Donné au bureau du Service des assurances, département du Trésor, le 4 mai 1948.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

22176-20-2-o Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the "Niagara Fire Insurance Company", having its head office in New York, N.Y., U.S.A., which already holds the license and certificate of registry No. 3088, has obtained the supplementary license and certificate of registry No. 3161 authorizing it, as from the 4th of May, 1948, to transact in the Province contracts of insurance of the following classes: Automobile, Aviation.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of May, 1948.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

22176-20-2-o Superintendent of Insurance

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique.

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Bédard, Roger	21	Giffard, Québec	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bérubé, Ovila	28	St-Donat	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bouchard, Laurent	27	Notre-Dame-du-Lac.	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bussièrès, Gaston	22	Québec	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Charbonneau, Robert	24	Chicoutimi	Institut Agricole d'Oka.
Cossette, Rosaire	25	St-Prospér	Institut Agricole d'Oka.
Croisetière, Maurice	27	La Baie de Shawinigan.	Institut Agricole d'Oka.
Farmer, Laurent	26	Sarsfield	Institut Agricole d'Oka.
Gervais, Claude	25	Ste-Philomène	Institut Agricole d'Oka.
Gignac, Pierre	23	Québec	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Grégoire, Donat-G.	28	Sherbrooke	Institut Agricole d'Oka.
Godbout, Jean	23	Québec	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Hains, Guy	21	Rigaud	Institut Agricole d'Oka.
Harrison, Robert	25	Farnham	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Langlois, Charles-A.	22	Québec	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lapointe, J.-Alphonse	24	Lambton	Institut Agricole d'Oka.
Lasnier, G.-Gilles	25	Ste-Cécile de Milton	Institut Agricole d'Oka.
Legrand, Albert	28	Montréal	Macdonald College.
Lemay, Dominique	24	Ste-Croix	Institut Agricole d'Oka.
Maréchal, Bernard	22	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Morissette, Yvon	26	Notre-Dame de la Salette	Institut Agricole d'Oka.
Païement, Roger	25	Verdun	Macdonald College.
Parent, L.-Yvon	23	Giffard, Québec	Institut Agricole d'Oka.

Payeur, Jean-Bernard	23	Québec	Institut Agricole d'Oka.
Perreault, Roger	30	Ile Bigras	Macdonald College.
Samson, Robert	23	St-Jean-Chrysostôme	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Adélard	26	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Parent, Benoit	26	St-Georges	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Montréal, le 1er mai 1948.— Montreal, May 1, 1948.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
RENÉ MONETTE.

RENÉ MONETTE.
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

22133-19-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 15 avril 1948.

M. Paul A. Vallée, membre du Barreau de la Province, de la cité de Montréal: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 avril 1948.

M. Lionel Bilodeau, comptable à la St. Lawrence Paper Mills, à Trinity Bay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

MM. Edgar Grantham, représentant des ventes de la Maison Montcalm Automobile pour Québec, 363, 14^{ème} rue, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Roger Gemme, secrétaire-inspecteur du Comité paritaire du commerce de détail de Granby, 53 rue Laval, Granby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Jean-Marie Longchamps, cultivateur, de St-Ephrem, Cte Beauce: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Félix Boucher, marchand, de Mont-Louis: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Fernand Bolduc, gérant adjoint des ventes à la Robin Hood Flour Mills Ltd., Roger Prince, gérant de service, 3403 rue St-Jacques Ouest, Georges Giroux, agent d'assurance, 920 rue St-Ferdinand, Irénée Bertrand, instituteur, 768 rue Ste-Agnès, Jean L'Anglais, avocat et officier en loi, Service des successions, et Maurice Fortier, officier spécial au même service, tous six de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 22 avril 1948.

M. Fernand-G. Joanis, registraire de la division d'enregistrement de Gatineau et greffier de la Cour de magistrat pour le district électoral de Gatineau, à Maniwaki: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la récep-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, April 15, 1948.

Mr Paul A. Vallée, member of the Bar of the Province, of the city of Montreal: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 15, 1948.

Mr. Lionel Bilodeau, accountant at the St. Lawrence Paper Mills, at Trinity Bay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Messrs Edgar Grantham, sales representative for the Montcalm Automobile firm for Quebec, 363 14th Street, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Roger Gemme, secretary and inspector for the Parity Committee of the Retail Trade of Granby, 53 Laval Street, Granby: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Jean Marie Longchamps, farmer, of St-Ephrem, county of Beauce: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Félix Boucher, merchant, of Mont-Louis: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Fernand Bolduc, joint sales manager for the Robin Hood Flour Mills Ltd., Roger Prince, service manager, 3403 St. James Street West, Georges Giroux, insurance agent, 920 St-Ferdinand Street, Irénée Bertrand, teacher, 768 Ste-Agnès Street, Jean L'Anglais, advocate and law officer in the Succession Duties Office, and Maurice Fortier, special officer in the same office, all six of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec April 22, 1948.

Mr Fernand G. Joanis, registrar for the Registration Division of Gatineau and Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Gatineau, at Maniwaki: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Labelle, such jurisdiction, however, to be restricted to administering the oath, the swearing of com

tion des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix. (Le présent avis corrige celui publié dans l'édition No 18 du 1er mai 1948 de la *Gazette officielle de Québec*, page 1310).

Québec, 28 avril 1948.

M. Rosaire Samson, de Parent, Cte Laviolette: juge de paix pour le district judiciaire de Québec

MM. Loyola Schmidt, industriel, de St-Clet, Cte Vaudreuil-Soulanges, Roméo Jodoin, commerçant, 1736 rue Bourbonnière, Germain Angrignon, agent d'assurance, 2385 rue Jolicoeur, Charles James McAlear, assistant-directeur du personnel, Canadian Car & Foundry Co. Ltd., 3451 avenue Marlowe, tous trois de Montréal, Georges-Etienne Gravel, enquêteur spécial pour la compagnie du Pacifique Canadien, 237 Blvd Strathmore, Strathmore, Cte Jacques-Cartier, Raoul Bourassa, courtier en douane, 4066 Blvd Lasalle, Paul-Emile Thibault, vendeur, 3459 rue Eve yne, tous deux de Verdun, Gordon Douglass Campbell, officier, Canadian Car & Foundry Co. Ltd., 165 avenue Percival, Montréal-Ouest: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Roger H. Stanton, comptable agréé, assistant-contrôleur du revenu de la province, Bureau du Revenu, Québec: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Québec et de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 avril 1948.

M. Camille Beaulieu, avocat et conseil en loi du Roi, de Rouyn: magistrat de district pour les districts judiciaires de Rouyn-Noranda, Abitibi et Témiscamingue, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province, à compter du 16 mai 1948.

22197-o

plaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, and also the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone, when the Law permits it or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace. (The present notice corrects the one published in Volume No. 18 of the 1st of May, 1948 of the *Quebec Official Gazette*, page 1310).

Quebec, April 28, 1948.

Mr. Rosaire Samson, of Parent, county of Laviolette: to be a Justice of the Peace for the Judicial district of Quebec.

Messrs. Loyola Schmidt, manufacturer, of St-Clet, county of Vaudreuil-Soulanges, Roméo Jodoin, trader, 1736 Bourbonnière Street, Germain Angrignon, insurance agent, 2385 Jolicoeur Street, Charles James McAlear, assistant director of personnel, Canadian Car & Foundry Co. Ltd., 3451 Marlowe Avenue, all three of Montreal, Georges-Etienne Gravel, special investigator for the Canadian Pacific Railway Company, 237 Strathmore Boulevard, Strathmore, county of Jacques-Cartier, Raoul Bourassa customs broker, 4066 Blvd Lasalle, Paul Emile Thibault, salesman, 3459 Evelyn Street, both of Verdun, Gordon Douglass Campbell, officer, Canadian Car & Foundry Co., Ltd., 165 Percival Avenue, Montreal-West: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Roger H. Stanton, chartered accountant, assistant comptroller of Provincial Revenue, Revenue Office, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Quebec and Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 28, 1948.

Mr. Camille Beaulieu, advocate and King's Counsel, of Rouyn: to be District Magistrate for the judicial districts of Rouyn-Noranda, Abitibi and Témiscamingue, with, moreover, concurrent jurisdiction with other district magistrates throughout the whole Province, as from the 16th of May, 1948.

22197

Siège sociaux

Canada, Province de Québec, District de Québec

BEL-TONE SHOE COMPANY, LIMITED

Avis est donné que "Bel-Tone Shoe Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du treizième jour d'avril 1948, et ayant son principal bureau en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau au No 144½ rue Morin, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce vingtième jour d'avril 1948.

(Sceau)

22172-o

Le Président,
LUCIEN BLONDEAU.

Head offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

BEL-TONE SHOE COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "Bel-Tone Shoe Company, Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of April, 1948, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 144½ Morin Street, city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this twentieth day of April, 1948.

(Seal)

22172

LUCIEN BLONDEAU,
President.

PRINCEVILLE WOODCRAFT AND PLASTICS
LIMITED

Règlement No 6

Changeant le siège social de la Compagnie

PRINCEVILLE WOODCRAFT AND PLASTICS
LIMITED

By-law No. 6

Changing the Head Office of the Company

Il est décrété comme Règlement No 6 de "Princeville Woodcraft and Plastics Limited", que le siège social de la compagnie soit, et il est par les présentes transféré de Princeville, district d'Arthabaska, à Thetford Mines, dans le même district, à compter de remise au Procureur général de copie du présent règlement et de publication de l'avis requis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Adopté ce 15 avril 1948.

Le Président,
RHEO MORISSET.
Le Secrétaire,
GÉRARD MORISSET.

22182-o

It is enacted, as By-law No. 6 of "Princeville Woodcraft and Plastics Limited", that the head office of the company be, and it is hereby moved from Princeville, district of Arthabaska to Thetford Mines, in the same district, from and after the filing with the Attorney General of copy of the present By-law and publication as required, of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Adopted April 15, 1948.

RHEO MORISSET,
President.
GÉRARD MORISSET,
Secretary.

22182

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 2326. Prosper Gadbois, demandeur, vs Joseph Frederic Dalpé, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le 19 avril 1948, dans une cause dans laquelle Prosper Gadbois, administrateur, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Joseph Frédéric Dalpé, cultivateur, de St-Armand, district de Bedford, comté de Missisquoi, est défendeur, ordonnant la licitation et la vente en bloc de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un terrain formant partie du lot numéro deux cent dix-huit (P. 218) du cadastre officiel de la paroisse de St-Armand Ouest, comté de Missisquoi, avec les bâtisses y érigées; mesurant deux cent vingt-cinq pieds nord et sud en largeur et deux cent six pieds de longueur dans la ligne sud, et deux cent seize pieds dans la ligne nord, de l'est à l'ouest, borné à l'ouest par le chemin public; au sud, par le terrain de Lucien Brouillette ou représentants; à l'est et au nord par le résidu dudit lot numéro deux cent dix-huit (218) appartenant à Josaphat Desranleau ou représentants. Ainsi que tout l'ameublement et le mobilier, lingerie, et généralement tous les effets mobiliers s'y trouvant et y contenus, tels que décrits dans une liste, pièce P-5 de la présente cause.

l'immeuble ci-dessus désigné ainsi que tout l'ameublement et le mobilier, lingerie, et généralement tous les effets mobiliers, seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le SEIZIEME jour de JUIN 1948, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) au bureau du protonotaire, au palais de justice de Sweetsburg, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par

Sale by Licitatation

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 2326. Prosper Gadbois, plaintiff, vs Joseph Frederic Dalpé, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, on April 19, 1948, in a case wherein Prosper Gadbois, administrator, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Joseph Frédéric Dalpé, farmer, of St-Armand, district of Bedford, county of Missisquoi, is defendant, ordering the licitation and sale "en bloc" of certain immovables designated as follows, to wit:

A lot of land forming part of lot number two hundred and eighteen (P. 218) of the official cadastre for the parish of St-Armand-Ouest, county of Missisquoi, with the buildings thereon erected; measuring two hundred and twenty-five feet in width north and south, by two hundred and six feet in length in the south line and two hundred and sixteen feet in the north line, from east to west, bounded on the west by the public road; on the south by the land of Lucien Brouillette or representatives; on the east and north by the residue of said lot number two hundred and eighteen (218) belonging to Josaphat Desranleau or representatives. And also all the furnishings and furniture, lingerie and, generally, all movable effects there to be found and there contained, as described in a list, document P-5 of the present case.

the immovable hereinabove designated, and also all the furnishings, furniture, lingerie and generally all the movable effects, will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1948, at TEN o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time), in the office of the Prothonotary, at the Court House of Sweetsburg, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the

les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire. Un dépôt d'au moins mille dollars sera exigé.

Sweetsburg, ce 3 mai 1948.

Le Procureur du demandeur,
22177-20-2 MAURICE ARCHAMBAULT.

six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing. A deposit of at least one thousand dollars shall be exacted.

Sweetsburg, this 3rd of May, 1948.

MAURICE ARCHAMBAULT,
22177-20-2 Attorney for the plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec — Comté du Lac St-Jean

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE
ST-JOSEPH D'ALMA

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 27 avril 1948, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des taxes dues à la municipalité scolaire de la ville de St-Joseph d'Alma, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville, à St-Joseph d'Alma, le 1er JUIN 1948, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires échues auront été payées avant le moment de la vente.

1. Rosario Côté. a) Un terrain comprenant le lot 17-A-2, rang 9 canton Signai, sauf à distraire une lisière de terrain en forme triangulaire appartenant au Prêt Hypothécaire de Québec et étant le lot 17-A-2-1.

b) Le lot 18-A-104-1, rang 9, canton Signai.

2. Rosario Côté. Le lot 18-A-105, rang 9, canton Signai.

3. Ernest Côté. Un emplacement situé en la ville d'Alma, mesurant environ 45 pieds au sud, 43½ pieds au nord et 160 pieds de profondeur ou du sud au nord, étant la juste demie-ouest du lot 3-B-17 rang 1, de l'île d'Alma, canton Délisle, et bornée au sud au lot 3-B-16; au nord, au lot 3-B-38; à l'ouest aux lots 3-B-18 et 3-B-19 des mêmes rangs et cantons; et à l'est, à la juste demie Est du lot dont elle fait partie.

4. Narcisse Chouinard. Le lot 4-16 rang 1, canton Délisle.

5. Narcisse Chouinard. Le lot 4-17 rang 1, canton Délisle.

6. William Crough ou Jean-Baptiste Ouellet. Un emplacement étant la juste demie sud-ouest du lot 4-69 rang 1 de l'île d'Alma, canton Délisle, mesurant 50 pieds de profondeur sur 50 pieds de largeur et borné: au nord-est au terrain de C. Pearson; au sud-est, à la rue Morin, vers le sud-ouest, au lot 4-75 et vers le nord-ouest, au lot 4-68.

7. Henri Tremblay. Le lot 1-A-119, rang Saguenay, canton Labarre.

8. Henri Tremblay. Le lot 1-A-121, rang Saguenay, canton Labarre.

Tous ces lots ou parties de lots désignés ci-dessus font partie des cadastres des cantons mentionnés.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes, pouvant les affecter et sujets principalement aux droits de baignage et servitudes appartenant à Saguenay Power Co. ou représentants.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Joseph d'Alma, ce 30ième jour d'avril 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
22127-19-2 J. L. R. JOBIN.

Sales for Taxes

Province of Quebec — County of Lake St. John

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
ST-JOSEPH D'ALMA

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated April 27, 1948, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter described in payment of taxes due the school municipality of the town of St-Joseph d'Alma, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold, by public auction, in the council hall, in the Town Hall, at St. Joseph d'Alma, on the 1st of JUNE, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

There will be excluded from the sale, however, those immovables whereon school taxes due shall have been paid before the sale.

1. Rosario Côté: a) A lot of land comprising lot 17-A-2, range 9, township of Signai, save to be deducted a strip of land of triangular figure belonging to the "Prêt Hypothécaire de Québec" and being lot 17-A-2-1.

b) Lot 18-A-104-1, range 9, township Signai.

2. Rosario Côté: Lot 18-A-105, range 9, township Signai.

3. Ernest Côté: An emplacement situate in the town of Alma, measuring about 45 feet on the south, 43½ feet on the north and 160 feet in depth or from south to north, being the exact half of lot 3-B-17, range 1, of l'île d'Alma, township of Délisle, and bounded on the south by lot 3-B-16; on the north by lot 3-B-38; on the west by lots 3-B-18 and 3-B-19 of the same range and township; and on the east, by the exact east half of the lot of which it forms a part.

4. Narcisse Chouinard: Lot 4-16 range 1, township Délisle.

5. Narcisse Chouinard: lot 4-17 range 1, township Délisle.

6. William Crough or Jean-Baptiste Ouellet: An emplacement being the exact southwest half of lot 4.69 range 1 l'île d'Alma, township Délisle, measuring 50 feet in depth by 50 feet in width and bounded: on the northeast by the land of C. Pearson; on the southeast, by Morin Street; on the southwest by lot 4-75 and on the northwest, by lot 4-68.

7. Henri Tremblay: Lot 1-A-119, Saguenay range, township Labarre.

8. Henri Tremblay: Lot 1-A-121, Saguenay range, township Labarre.

All the above described lots or parts of lots form part of the cadastre for the townships mentioned.

All the said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitude which may effect same, and subject mainly to flooding right and servitudes belonging to the Saguenay Power Co. or representatives.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Joseph d'Alma, this 30th day of April, 1948.

J. L. R. JOBIN,
22127-19-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec,

VILLE DE JONQUIÈRE

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept avril 1948, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous décrit pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la ville de Jonquière, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence le dit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil, à l'Hôtel-de-Ville, à Jonquière, le 2 JUIN 1948, à 11 heures de l'avant-midi.

Toutefois, le dit immeuble ne sera pas mis en vente si les taxes municipales de 1947 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

1. Wilfrid Emond: Un emplacement désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton de Jonquière, comme faisant partie du lot No 15, rang 4, tel emplacement mesurant 50 pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre l'ancienne route régionale de Jonquière-St-Bruno au nord, et le terrain du cimetière de la paroisse St-Dominique de Jonquière au sud, et borné comme suit: au nord, par la dite route régionale; au sud, par le terrain du dit cimetière; à l'est par le terrain de Edmond Boily ou représentants et à l'ouest par le terrain de Pierre O. Pageau ou représentants, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant affecter ledit immeuble.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Jonquière, ce 30ème jour d'avril 1948.

22125-19-2-o Le Greffier,
PAUL-E. FORTIN.

Province of Quebec,

TOWN OF JONQUIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-seventh day of April, 1948, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovable hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due to the corporation of the town of Jonquière, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction in the Town Hall at Jonquière, on the 2nd of JUNE, 1948, at 11 o'clock in the forenoon.

However the said immovable will not be sold if the municipal taxes for 1947 and for previous years be paid before the sale.

1. Wilfrid Emond — an emplacement known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Jonquière, as forming part of lot No. 15, range 4, said emplacement measuring 50 feet in width from east to west by the whole depth which there may be between the old regional road of Jonquière, St-Bruno on the north and the land of the cemetery of the parish of St-Dominique de Jonquière on the south, and bounded as follows: — on the north by said regional road; on the south by the land of said cemetery; on the east by the land of Edmond Boily or representatives and on the west by the land of Pierre O. Pageau or representatives — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes capable of affecting the said immovable.

The purchase price of said immovable shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jonquière, this 30th day of April, 1948.

22125-19-2 PAUL-E. FORTIN,
Clerk.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Montréal, à savoir: } BANQUE CANADIEN-
No 235967 } NE NATIONALE,
corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs ERNEST LABONTÉ, de la cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un certain lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante et quinze (No 75) des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wickham, comté de Drummond, borné au nord-est par la rivière St-François, au sud-ouest par le résidu du dit lot 75, au sud-est par un nommé Bernard et au nord-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, District of Arthabaska

Montreal, to wit: } BANQUE CANADIEN-
No. 235967 } NE NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs ERNEST LABONTÉ, of the city of Outremont, district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A certain parcel of land known and designated as forming part of lot number seventy-five (No. 75) on the official plan and in the book of reference for the township of Wickham, county of Drummond, bounded on the northeast by the St. Francis river, on the southwest by the residue of said lot 75, on the southeast by a party named

ouest par le lot No 76, mesurant huit arpents et un tiers en profondeur par la largeur du dit lot. A distraire: du dit lot la partie vendue par Ernest Labonté à The Southern Canada Power Co. Ltd., par B-80 No 61970, d'environ quatre acres en superficie.

2. Un certain lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante et seize (No 76) des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wickham, comté de Drummond, borné au nord-est par la rivière St-François, au sud-est par le lot No 75, d'un côté au nord-ouest par le terrain de A. Mercure ou représentants et en profondeur au sud-ouest par la balance du dit lot 76. A distraire: du dit lot, la partie vendue par Ernest Labonté à The Southern Canada Power Co. Ltd., par B-80 No 61970 d'environ dix acres et soixante et dix centièmes en superficie. (10.70).

3. Le terrain portant le No 93 aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham, comté de Drummond, moins la partie d'une superficie de 1.20 acres, mais avec le droit de passage pour aller à la rivière, que le vendeur s'était réservé sur la dite partie vendue à Southern Canada Power Co. Ltd., tel que ci-après relaté.

4. Le terrain portant le No 96 aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wickham, comté de Drummond, moins les deux parties vendues à Southern Canada Power Co. Ltd., tel que ci-après relaté, et d'une superficie respective de 4.5 acres et de 0.54 acres.

Les parties de lot mentionnés ci-dessus étant celles qui sont décrites plus longuement dans l'acte de vente par Ernest Labonté à The Southern Canada Power Co. Ltd., du 8 septembre 1924, passé devant le notaire Walter A. Moisan, enregistré le 16 septembre 1924, au bureau de Drummondville, sous le No 61970, auquel acte de vente il est référé comme si les dites descriptions étaient récitées au long aux présentes.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Nicéphore, comté de Drummond, le SIXIEME jour de JUILLET 1948, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
MAURICE MAHEU,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 5 mai 1948. 22178-20-2-o
[Première insertion, 15 mai 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure, District de Beauce

Saint-Jean, à savoir: } ROBERT TURMEL,
No 19,723. } commerçant, Saint-Edouard de Frampton, comté de Dorchester, demandeur, vs J. E. BONNEAU, 3682 rue Rouen-Montréal, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, connue et désignée sous les numéros 27-98-99 & 189 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexandre.

Le lot No 27 contient 54 arpents en superficie, le lot 98 contient 25 arpents, 58 perches et 243 pieds en superficie, le lot 99 contient 4 arpents, 30 perches en superficie et le lot 189 contient 22 arpents en superficie, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, le

Bernard and on the northwest by lot No. 76; measuring eight arpents and one third in depth by the width of the said lot. To be deducted from said lot, the part sold by Ernest Labonté, to The Southern Canada Power Co. Ltd., under B-80 No. 61970, of about four acres in superficial area.

2. A certain parcel of land known and designated as forming part of lot number seventy-six (No. 76) on the official plan and in the book of reference for the township of Wickham, county of Drummond, bounded on the northeast by the St. Francis river, on the southeast by lot No. 75., on one side to the northwest by the land of A. Mercure or representatives and in depth to the southwest by the residue of said lot No. 76. To be deducted from said lot, the part sold by Ernest Labonté to The Southern Canada Power Co. Ltd., under B-80 No. 61970, of about ten acres and seventy hundredths of an acre in superficial area. (10.70).

3. The lot of land bearing No. 93 on the official plan and in the book of reference for the township of Wickham, county of Drummond less that part having an area of 1.20 acres, but with right of way to the river, which the vendor has reserved for himself over the said part sold to the Southern Canada Power Co Ltd., as hereinafter described.

4. The lot of land bearing No. 96 on the official plan and in the book of reference for the township of Wickham, county of Drummond, less the two parts sold to the Southern Canada Power Co. Ltd., as hereinafter described, and having an area, respectively, of 4.5 acres and 0.54 acres.

The parts of the lot above mentioned being those which are more amply described in the deed of sale by Ernest Labonté to The Southern Canada Power Co. Ltd., of the 8th of September, 1924, passed before Notary Walter A. Moisan, registered on the 16th of September, 1924, in the office at Drummondville, under No. 61970, to which deed of sale reference is made as though the said descriptions were given at length in these presents.

To be sold, at the church door of the parish of St-Nicéphore, county of Drummond, on the SIXTH day of JULY, 1948, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, May 5, 1948. 22178-20-2
[First insertion, May 15, 1948]

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Superior Court, District of Beauce

Saint-Jean, to wit: } ROBERT TURMEL,
No 19,723 } merchant, of Saint-Edouard de Frampton, Dorchester County, plaintiff, vs J. E. BONNEAU, 3682 Rouen street, Montreal, defendant.

As belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville, known and designated under the numbers 27-98-99 & 189 of the official cadastre for the parish of Saint-Alexandre.

The lot No. 27 of an area of 54 arpents, the lot lot 98 of an area of 25 arpents, 58 perches and 243 feet, the lot 99 of an area of 4 arpents, 30 perches and the lot 189 of an area of 22 arpents, with the buildings hereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexandre, district of Iberville on the SIX-

SEIZIEME jour de JUIN, 1948, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD FORGET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 11 mai 1948. 22184-20-2-o
[Première insertion, le 15 mai 1948]

TEENTH day of JUNE, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jean, May 11th, 1948. 22184-20-2-o
[First insertion, May 15th, 1948]

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **HENRI BERNIER**, avo-
N° 15-174. } cat, de la ville de Lau-
zou, contre **J.-R. OUELLET**, de la Cité de Qué-
bec, et **J.-E. OUELLET** et **PIERRE PAQUET**,
tous deux de Loretteville, saisi comme apparten-
nant à **PIERRE PAQUET**, comme suit, à sa-
voir:

1° Partie du lot N° 1057 (mille cinquante sept) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre située dans la dite paroisse, mesurant trois arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, bornée au sud-ouest par la rivière St-Charles, au nord-est par la ligne de la seigneurie St-Ignace, au nord par la terre de Jean-Baptiste Paquet et au sud par celle de J.-B. Dubeau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie des lots Nos 343 et 344 (trois cent quarante-trois et trois cent quarante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre en bois debout, située maintenant en la paroisse de St-Gérard Magella, concession St-Michel, divisée en deux parties par le chemin du Vallon, mesurant au nord-est du dit chemin, deux arpents de largeur sur huit arpents de profondeur, et au sud-ouest du dit chemin trois quarts d'arpent de largeur, sur vingt-deux arpents de profondeur, bornée d'un bout au sud-ouest partie par le chemin public et partie par la première concession St-Michel, au nord-est par la concession St-Raphaël, au nord par la terre de Alphonse Duchesneau et au sud partie par celle de Joseph Mauger et partie par celle des Sœurs de la Charité de St-Louis, circonstances et dépendances. A distraire la partie vendue à Hilaire Barbeau et autres, par acte enregistré sous le N° 273557.

Pour être vendu le lot en premier lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (heure avancée) et le lot en deuxième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard Magella, comté de Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif, **JOS.-ALBERT DELAGE**.
Québec, 13 mai 1948. 22189-20-2-o
[Première insertion: 15 mai 1948]
[Seconde insertion: 29 mai 1948]

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **J. D. SAVARD LIMITÉE**,
N° 53-820. } corps politique et in-
corporé, ayant son siège social et principale place
d'affaires à 1191, rue St-Vallier, Québec, district
de Québec, contre **JOSEPH THIBAUT**,
fabricant, de la Cité de Québec, et **ERNEST
THIBAUT**, fabricant, de St-Gérard Magella,

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **HENRI BERNIER**, advoca-
No. 15-174. } te, of the Town of Lau-
zou; against **J.-R. OUELLET**, of the city of
Quebec, and **J.-E. OUELLET** and **PIERRE PA-
QUET**, both of Loretteville. Seized as belong-
ing to Pierre Paquet, as follows, to wit:

1. Part of lot No. 1057 (one thousand and fifty-seven) on the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a farm situate in the said parish, measuring three arpents in width by fifteen arpents in depth, more or less, bounded on the southwest by the St. Charles river, on the north-east by the line of the Seigniorie St-Ignace, on the north by the land of Jean-Baptiste Paquet and on the south by that of J.-B. Dubeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lots Nos. 343 and 344 (three hundred and forty-three and three hundred and forty-four) of the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot of standing timber, now situate in the parish of St-Gérard Magella, St-Michel concession, divided into two parts by the Vallon Road, measuring two arpents in width on the northeast of the said road, by eight arpents in depth, and on the southwest of the said road three quarters of an arpent in width, by twenty-two arpents in depth, bounded at one end to the southwest partly by the public road and partly by the first concession of St-Michel, on the northeast by the St-Raphaël concession, on the north by the land of Alphonse Duchesneau and on the south partly by that of Joseph Mauger and partly by that of the Sisters of Charity of St-Louis—circumstances and dependencies. To be deducted the part sold to Hilaire Barbeau and others, by deed registered under No. 273557.

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) and the lot secondly described at the parochial church door of St-Gérard Magella, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

JOS.-ALBERT DELAGE,

heriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, May 13, 1948. 22189-20-2
[First insertion: May 15, 1948]
[Second insertion: May 29, 1948]

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **J. D. SAVARD LIMITÉE**, a
No. 53-820. } body politic and corporate,
having its head office and principal place of bu-
siness at 1191 St-Vallier Street, Quebec, district
of Quebec; against **JOSEPH THIBAUT**, ma-
nufacturer, of the City of Quebec, and **ERNEST
THIBAUT**, manufacturer, of St-Gérard Ma-

tous deux conjointement et solidairement, à gella, both jointly and severally, to wit: savoir:

Trois parties du N° 23 (vingt-trois) des subdivisions du lot N° 270 (deux cent soixante-dix) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant des lots de terre situés sur la Route des Érables, maintenant en la paroisse de St-Gérard Magella, mesurant chacun 100 pieds de front par 100 pieds de profondeur, plus ou moins, bornés en front par la route privée appelée "Route des Érables", à l'arrière par Gaudiose Girard ou représentants et des deux côtés par les résidus des dits lots appartenant à Monsieur Daigle ou représentants: ces parties de lot étant connues comme étant les lots Nos 5, 7 et 9 (cinq, sept et neuf) sur un front de subdivision de père de famille, préparé par Monsieur Daigle, leur auteur, le 23 juillet 1946, et annexé au contrat de vente du dit Monsieur Daigle à Joseph Thibault.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard Magella, comté de Québec, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure avancée).

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, 29 avril 1948. 22088-18-2-o

[Première insertion: 1er mai 1948]

[Seconde insertion: 15 mai 1948]

Three parts of No. 23 (twenty-three) of the subdivisions of lot No. 270 (two hundred and seventy) of the official cadastre for the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being lots of land situate on the "Route des Érables", now in the parish of St-Gérard Magella, each measuring 100 feet in front by 100 feet in depth, more or less, bounded in front by the private road called "Route des Érables" in rear by Gaudiose Girard or representatives and on the two sides by the residues of said lots belonging to Mr. Daigle or representatives: the said parts, of lot being known as lots Nos: 5, 7 and 9 (five, seven and nine) on a front subdivision (de père de famille) prepared by Mr. Daigle, their auteur, on the 23rd. of July, 1946, and annexed to the deed of sale from said Mr. Daigle to Joseph Thibault.

To be sold, at the parochial church door of St-Gérard Magella, county of Quebec, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

JOS.-ALBERT DELAGE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, April 29, 1948. 22088-18-2

[First insertion: May 1, 1948]

[Second insertion: May 15, 1948]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC,
N° 448/47 } contre MARIE-LOUISE-
MALVINA VÉZINA, de la Cité de Québec,
district de Québec, à savoir:

Le tiers-indivis de l'immeuble étant le lot N° 3,208 (trois mille deux cent huit) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier St-Jean de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Ste-Marie et d'Aiguillon, mesurant 30 pieds sur la rue d'Aiguillon, et 60 pieds sur la rue Ste-Marie, le tout plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

N° 159/47 } LA CITÉ DE QUÉBEC,
INCONNU. } contre PROPRIÉTAIRE

Les deux tiers-indivis de l'immeuble étant le lot N° 3,208 (trois mille deux cent huit) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier St-Jean de la Cité de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-ouest des rues Ste-Marie et d'Aiguillon, mesurant 30 pieds sur la rue d'Aiguillon, et 60 pieds sur la rue Ste-Marie, le tout plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujets aux taxes arriérées consolidées à échoir qui continueront de grever ledit immeuble par privilège en faveur de la Cité de Québec.

Le tout pour être vendu "en bloc" à mon bureau en la Cité de Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure avancée).

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, 29 avril 1948. 22087-18-2-o

[Première insertion: 1er mai 1948]

[Seconde insertion: 15 mai 1948]

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 448/47 } against MARIE-LOUISE-
MALVINA VÉZINA, of the City of Quebec,
district of Quebec, to wit:

The undivided third of the immovable being lot No. 3208 (three thousand two hundred and eight) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Jean Ward of the City of Quebec, being an emplacement situate at the northwest corner of Ste-Marie and d'Aiguillon Streets, measuring 30 feet on d'Aiguillon Street, and 60 feet on Ste-Marie Street, the whole more or less, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

N° 159/47 } THE CITY OF QUEBEC;
OWNER. } against UNKNOWN

The undivided two thirds of the immovable being lot No. 3208 (three thousand two hundred and eight) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Jean Ward of the City of Quebec, being an emplacement situate at the northwest corner of Ste-Marie and d'Aiguillon Streets, measuring 30 feet on d'Aiguillon Street, and 60 feet on Ste-Marie Street, the whole more or less, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to arrears of consolidated taxes to become due and which will continue to encumber the said immovable by privilege in favour of the City of Quebec.

The whole to be sold "en bloc", at my office, in the City of Quebec, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

JOS.-ALBERT DELAGE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, April 29, 1948. 22087-18-2

[First insertion: May 1, 1948]

[Second insertion: May 15, 1948]

Département du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Professionnelle des Industriels, Régionale de Québec;

ET D'AUTRE PART:

Le Syndicat National Catholique de la Métallurgie de Québec, Inc.;

pour les employeurs et les salariés des établissements visés, suivant les conditions ci-après:

1. *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Un "contremaître" ou un "surintendant" est une personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage et surveille les travaux aux lieux mêmes de l'établissement.

b) Un "chef d'équipe" est une personne qui dirige une équipe en dehors des lieux de l'établissement et qui exécute les mêmes travaux que les autres membres de l'équipe.

c) Un "compagnon" est une personne qui a complété la période d'apprentissage et a obtenu son certificat de qualification requis dans la branche du métier dans lequel elle est employée et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le décret.

d) Un "aide" est une personne qui assiste régulièrement un compagnon d'un des métiers assujettis au décret et qui n'est pas soumis aux dispositions de l'apprentissage stipulées au décret.

e) Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers spécifiés à l'article II, paragraphe "b", sauf les camionneurs.

f) Un "journalier" est une personne inexpérimentée exécutant des travaux manuels et qui n'assiste pas régulièrement un compagnon d'un des métiers assujettis au décret.

g) Un "établissement de construction et de réparation mécanique" comprend tout établissement ou partie d'établissement où travaillent ou pour le compte duquel travaillent ou auquel sont rattachés les ouvriers exécutant un ou tous les métiers mentionnés au paragraphe "C" de l'article II, ou, où se fait ou pour le compte duquel s'exécute la fabrication et la réparation, l'installation ou la transformation de bouilloires, de pièces mécaniques, de réservoirs, d'engins, de machines ou de parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique pour fins commerciales.

II. *Jurisdiction:* a) *Jurisdiction territoriale:* i) La juridiction territoriale du décret comprend les districts judiciaires de Québec et de Beauce, et ce dans un rayon de cinquante (50) milles des limites de la municipalité de Québec.

ii) Pour les fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en zones comme suit:

Zone I: Les municipalités de Québec, Sillery, Ste-Foye, Cap-Rouge, Québec-Ouest, La Petite-Rivière, St-Augustin, L'Ancienne-Lorette, Val St-Michel, St-Gérard, St-Ambroise-de-la-Jeune-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association professionnelle des Industriels, Régionale de Québec"

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique de la Métallurgie de Québec, inc."

for the employers and the employees of the establishments concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given:

a) A "foreman" or a "superintendent" is a person who transmits the employer's orders, divides the work and supervises the operations on the premises of the establishment.

b) A "gang foreman" is a person who supervises a gang outside the premises of the establishment and who performs the same operations as the other members of the gang.

c) A "journeyman" is a person who has completed the period of apprenticeship and obtained his certificate of competency as required in the particular trade in which he is employed and who performs or teaches any one of the trades governed by the decree.

d) A "helper" is a person who regularly helps a journeyman of a trade governed by the decree and who is not governed by the apprenticeship provisions stipulated in the decree.

e) An "apprentice" is a person who learns any one of the trades specified in section II, subsection "b", with the exception of truck drivers.

f) A "labourer" is a person with no experience who performs manual operations and regularly helps a journeyman of a trade governed by the decree.

g) A "mechanical construction and repair establishment" shall be any establishment or part thereof where the employees engaged in one or more trades mentioned in subsection "c" of section II are working, or for which they are working or with which they are connected, or where or on behalf of which, the fabrication, repair, installation or transformation of boilers, mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds or other mechanical equipment is carried on for commercial purposes.

II. *Jurisdiction:* a) *Territorial jurisdiction:* i) The territorial jurisdiction of the decree comprises that portion of the judicial districts of Quebec and Beauce located within a radius of fifty (50) miles from the limits of the municipality of Quebec.

ii) For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into zones, as follows:

Zone I: The municipalities of Quebec, Sillery, Ste-Foye, Cap Rouge, Quebec-West, La Petite-Rivière, St. Augustin, L'Ancienne-Lorette, Val-St. Michel, St. Gérard, St. Ambroise-de-la-Jeune-

Lorette, Loretteville, Château-d'Eau, Valcartier, St-Emile, N.-D. des Laurentides, Lac Beauport, Stoneham, Charlesbourg-Ouest, Charlesbourg, Giffard, St-Michel-Archange, Laval, Ste-Thérèse, Beauport-Ouest, Beauport, Beauport-Est, Courville, Montmorency, Boischatel, l'Ange-Gardien, Château-Richer.

Zone II: Les municipalités de 10,000 âmes et plus.

Zone III: Toute la juridiction territoriale à l'exception des Zones I et II.

b) Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend tout travail de construction et de réparation mécanique, comprenant la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de bouilloires, pièces mécaniques, réservoirs, engins, machines ou parties de machines de tout genre et autre outillage mécanique, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement de réparation ou de construction mécanique, et, qu'il constitue l'industrie principale ou secondaire de l'entreprise, pourvu que ce soit pour des fins commerciales.

Nonobstant le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, relatif à l'industrie de la construction, le décret s'applique à tout travail de fabrication, d'installation, de transformation et de réparation de bouilloires et de réservoirs.

c) Juridiction professionnelle: 1. La juridiction professionnelle du décret comprend toute personne employée dans l'industrie de la construction et de la réparation mécanique, y compris les mécaniciens de machineries, les mécaniciens monteurs-ajusteurs, les mécaniciens de marine, les outilleurs, les tourneurs et autres opérations de machinerie mécanique, les forgerons, les menuisiers d'atelier de construction et de réparation mécanique, les chaudronniers, les toliers, les modelleurs, les soudeurs, les riveurs, les accoteurs, les passeurs de rivets ainsi que les salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV.

2. Toutefois, pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les salariés suivants:

i) Les chefs et les commis de bureau, les contremaîtres et les surintendants, le personnel technique, les préposés à l'opération des ascenseurs, les messagers, les salariés permanents aux termes de la Loi de la Convention Collective, ou tout autre employé non spécifiquement nommé à l'alinéa 1 ci-dessus;

ii) Les salariés travaillant dans les chantiers maritimes. Toutefois, et nonobstant l'alinéa "V" suivant, advenant le cas où y serait effectué du travail autre que la construction ou la réparation maritime, il est entendu que les salariés exerçant durant vingt-quatre (24) heures ou plus dans une semaine normale de travail les métiers prévus à l'alinéa 1 du paragraphe "C" seront automatiquement assujettis au décret.

iii) Les élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

iv) Les salariés employés spécifiquement à la construction ou à la réparation des ascenseurs assujettis au décret numéro 3002. Toutefois, advenant le cas où ils effectueraient du travail autre que la construction et la réparation d'ascenseurs, il est entendu que ces salariés exerçant les métiers prévus à l'alinéa 1 du paragraphe "C" seront automatiquement assujettis au décret. Le certificat de qualification émis en vertu du décret servira à fixer leur salaire d'après l'échelle des taux de salaires minima dudit décret.

Lorette, Loretteville, Château-d'Eau, Valcartier, St. Emile, N.-D.-des-Laurentides, Lake Beauport, Stoneham, Charlesbourg-West, Charlesbourg, Giffard, St. Michel-Archange, Laval, Ste. Thérèse, Beauport-West, Beauport, Beauport-East, Courville, Montmorency, Boischatel, l'Ange-Gardien, Château-Richer.

Zone II: The municipalities of 10,000 souls or more.

Zone III: The entire territorial jurisdiction with the exception of Zones I and II.

b) Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the decree comprises any operation pertaining to the mechanical construction and repair including the fabrication, installation, transformation and repair of boilers, mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds and other mechanical equipment, whether such operation be carried out inside or outside a mechanical repair or construction establishment, and whether it constitutes the main or secondary industry of the concern provided it be done for commercial purposes.

Notwithstanding the decree number 1730 of October 23, 1947, relating to the construction industry, the decree shall apply to any operation connected with the fabrication, installation, transformation and repair of boilers and tanks.

c) Professional jurisdiction: 1. The professional jurisdiction of the decrees comprises any person employed in the mechanical construction and repair industry including machine mechanics, erecting-fitting mechanics, marine mechanics, tool-makers, lathe workers and other mechanical machinery operators, blacksmiths, joiners in mechanical construction and repair shops, boiler-makers, tinsmiths, pattern-makers, welders, riveters, buckers, stickers and the employees for which a wage rate is determined in section IV.

2. However, for the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction does not include the following employees:

i) Office managers and clerks, foremen and superintendents, technical staff, elevator operators, messengers, permanent employees pursuant to the Collective Agreement Act, or any other employee not specifically mentioned in the foregoing paragraph 1;

ii) Shipbuilding yard employees. However, and notwithstanding the following paragraph "V", should there be carried out other operations than shipbuilding or repairing, it is understood that the employees plying for twenty-four (24) hours or more in a standard work week the trades mentioned in paragraph 1 of subsection "c" shall be automatically subject to the decree.

iii) The students under sixteen (16) years of age in a charitable institution governed by the Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

iv) The employees specifically employed to the construction or repair of elevators and governed by the decree number 3002. However, would they be committed to a work other than elevator construction or repair, it is understood that such employees when plying the trades mentioned in paragraph 1 of subsection "c" shall be automatically subject to the decree. The certificate of competency issued under the authority of the decree shall determine their wages as per the scale of minimum wage rates of the said decree.

v) Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux de réparation et de construction mécanique ne constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret.

III. *Durée du travail: a) Zone I. Heures régulières:* La semaine régulière de travail sera de quarante-neuf heures. La journée régulière sera de 7.00 a.m. à 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Temps supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera payé : à temps et demi.

1) après 49 heures de travail dans la même semaine;

2) après 9 heures dans la même journée;

3) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante (50) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de 10 heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un employé régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux de travail supplémentaire.

b) *Zones II et III. i) Heures régulières:* La semaine régulière de travail sera de cinquante-cinq heures. La journée régulière sera de 7.00 a.m. à 6.00 p.m., les cinq premiers jours ouvrables de la semaine et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Temps supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera payé à : temps et demi.

1) après 55 heures de travail dans la même semaine;

2) après 10 heures dans la même journée;

3) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante-cinq (55) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail la nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de onze (11) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un ouvrier régulier ou surnuméraire doit être rémunéré au taux de travail supplémentaire.

IV. *Taux de salaires minima.* Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) *Compagnons — Journeymen:*

Outilleur — Tool-maker	.....
Mécanicien de machinerie — Machine mechanic	.....
Modelleur — Pattern-maker	.....
Mécanicien-monteur-ajusteur — Erecting-fitting mechanic	.....
Mécaniciens de marine — Marine mechanic	.....
Tourneur — Lathe worker	.....
Autres opérateurs de machines — Other machine operators	.....
Chaudronnier — Boiler-maker	.....
Tôlier — Tinsmith	.....
Soudeur — Welder	.....
Menuisier d'atelier mécaniques — Machine shop joiner	.....
Forgeron — Blacksmith	.....
Riveur — Riveter	.....
Accoteur — Bucker	.....
Aide — Helper	.....
Journalier — Labourer	.....
Passer de rivets — Sticker	.....
Camionneur — Truck driver	.....

v) The employees working in an establishment not principally engaged in mechanical repair or construction operations and covered by a private collective agreement stipulating better working conditions and higher wages than those of the present decree.

III. *Duration of labour: a) Zone I. i) Regular hours:* The standard work week shall be one of forty-nine hours. The regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

ii) *Overtime:* Overtime shall be paid at the rate of time and one-half:

1) After 49 hours of work in the same week;

2) After 9 hours in the same day;

3) In excess of the regular hours specified above

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty (50) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of one night's work shall be 10 hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate.

b) *Zones II and III. i) Regular hours:* The standard work week shall be one of fifty-five hours, the regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

ii) *Overtime:* Overtime shall be paid at the rate of time and one-half:

1) After 55 hours of work in the same week;

2) After 10 hours in the same day;

3) In excess of the regular hours specified above.

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty-five (55) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of one night's work shall be eleven (11) hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate.

IV. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

ZONE I

Classes

A	B	C
\$0.95	\$0.87	\$0.80
0.85	0.77	0.70
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.80	0.72	0.65
0.75	0.67	0.60
0.75	0.67	0.60

\$ 0.75

0.70

0.60

0.55

0.45

\$30.00 par semaine—per week

ZONE II

Classes

	A	B	C
Outilleur — Tool-maker	\$0.90	\$0.82	\$0.75
Mécanicien de machinerie — Machine mechanic	0.80	0.72	0.65
Modeleur — Pattern-maker	0.75	0.67	0.60
Mécanicien-monteur-ajusteur — Erecting-fitting mechanic	0.75	0.67	0.60
Mécanicien de marine — Marine mechanic	0.75	0.67	0.60
Tourneur — Lathe worker	0.75	0.67	0.60
Autres opérateurs de machines — Other machine operators	0.75	0.67	0.60
Chaudronnier — Boiler-maker	0.75	0.67	0.60
Tôlier — Tinsmith	0.75	0.67	0.60
Soudeur — Welder	0.75	0.67	0.60
Menuisier d'atelier mécanique — Machine shop joiner	0.70	0.62	0.55
Forgeron — Blacksmith	0.70	0.62	0.55
Riveur — Riveter	\$ 0.70		
Accoteur — Bucker	0.65		
Aide — Helper	0.55		
Journalier — Labourer	0.50		
Passeur de rivets — Sticker	0.40		
Camionneur — Truck driver	\$27.00	par semaine—per week	

ZONE III

Classes

	A	B	C
Outilleur — Tool-maker	\$0.80	\$0.72	\$0.65
Mécanicien de machinerie — Machine mechanic	0.70	0.62	0.55
Modeleur — Pattern-maker	0.65	0.57	0.50
Mécanicien-monteur-ajusteur — Erecting-fitting mechanic	0.65	0.57	0.50
Mécanicien de marine — Marine mechanic	0.65	0.57	0.50
Tourneur — Lathe worker	0.65	0.57	0.50
Autres opérateurs de machines — Other machine operators	0.65	0.57	0.50
Chaudronnier — Boiler-maker	0.65	0.57	0.50
Tôlier — Tinsmith	0.65	0.57	0.50
Soudeur — Welder	0.65	0.57	0.50
Menuisier d'atelier mécanique — Machine shop joiner	0.60	0.52	0.45
Forgeron — Blacksmith	0.60	0.52	0.45
Riveur — Riveter	\$ 0.60		
Accoteur — Bucker	0.55		
Aide — Helper	0.45		
Journalier — Labourer	0.40		
Passeur de rivets — Sticker	0.30		
Camionneurs — Truck driver	\$24.00	par semaine — per week	

b) apprentis — apprentices:

ZONE I

année — year

	1ère	2ème	3ème	4ème
Modeleur et autres métiers — Pattern-maker and other trades	\$ 0.32	\$0.38	\$0.48	\$0.60
Forgeron et menuisier — Blacksmith and joiner	0.30	0.36	0.46	0.58

ZONE II

Modeleur et autres métiers — Pattern-maker and other trades	\$0.30	\$0.34	\$0.46	\$0.58
Forgeron et menuisier — Blacksmith and joiner	0.28	0.32	0.42	0.54

ZONE III

Modeleur et autres métiers — Pattern-maker and other trades	\$ 0.28	\$0.34	\$0.40	\$0.50
Forgeron et menuisier — Blacksmith and joiner	0.28	0.32	0.38	0.48

c) *Chefs d'équipes*: Les chefs d'équipes ont droit à \$0.10 de plus l'heure que leur salaire régulier;

d) *Rémunération de nuit*: Tout salarié faisant partie d'une équipe de huit à droit à \$0.05 de plus l'heure que son salaire régulier.

V. *Travail supplémentaire*: a) Les heures de travail supplémentaire doivent être rémunérées au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier du salarié, excepté dans les cas sous-mentionnés:

i) Pour les équipes de jour, tout travail exécuté après dix heures du soir doit être rémunéré au taux de salaire double;

ii) Pour les équipes de nuit, tout travail exécuté entre 6.00 p.m. le samedi et 7.00 a.m. le lundi, doit être rémunéré au taux de salaire double;

iii) Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté, les dimanches, les fêtes religieuses et d'obligations, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Fête du Travail et le Vendredi-Saint.

c) *Gang foremen*: Gang foremen shall receive \$0.10 more per hour than their regular rate of pay;

d) *Night work*: Every night-shift employee shall receive \$0.05 more per hour than his regular rate of pay.

V. *Overtime*: a) Overtime hours shall be paid time and one-half based on the regular rate of pay of the employee, except as hereafter mentioned:

i) Work performed after 10.00 p.m. by day shifts shall be paid double time;

ii) Work performed between 6.00 p.m. Saturday and 7.00 a.m. Monday by night shifts shall be paid double time;

iii) Double time shall be paid for all work performed on Sunday and the religious holidays of obligation, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, and Good Friday.

b) Tout salarié appelé, après avoir quitté l'établissement, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins deux (2) heures de travail.

VI. *Vacances payées*: a) Tous les salariés assujettis au décret auront droit après un an ou plus de service régulier chez le même employeur à des vacances payées en conformité avec la cédule ci-dessous:

Heures travaillées	Paie en heures Zones		
	I et II	III	
2244 et plus.....	\$0.49	\$0.55	
2040 à 2244.....	0.45	0.49	
1836 à 2040.....	41	44	
1632 à 1836.....	37	39	
1428 à 1632.....	33	34	
1224 à 1428.....	29	29	
1020 à 1224.....	24	24	
816 à 1020.....	19	19	
612 à 816.....	14	14	
408 à 612.....	9	9	
204 à 408.....	5	5	
Moins de 204.....	0	0	

b) La date de base des vacances payées sera le premier mai de chaque année.

c) L'employeur doit, chaque année, faire connaître au salarié au moins quinze (15) jours à l'avance la période de son congé.

d) Dans le cas du départ d'un employé la rémunération des vacances sera calculée en conformité avec les dispositions du paragraphe "A" ci-haut, excepté dans le cas de renvoi pour cause grave lequel doit être soumis au Comité Paritaire.

VII. *Apprentissage*: a) Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur doit aviser par écrit, le secrétaire du Comité Paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le comité de compétence afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche des métiers assujettis au décret. Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut-être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement aux dispositions énumérées ci-après, il est *ipso facto* accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen avec satisfaction, on lui conseillera de se diriger vers un autre métier, et l'employeur en sera aussitôt avisé.

c) Le bureau des examinateurs fera subir un examen à tout apprenti qui aura complété son apprentissage. S'il est jugé suffisamment qualifié il recevra sa carte de compagnon. S'il n'est pas suffisamment qualifié, pour obtenir son certificat de compagnon, il pourra subir un nouvel examen à chaque période additionnelle de pas moins de six mois jusqu'à ce qu'il obtienne son certificat de compagnon.

d) Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille cinq cents (2500) constitue une année d'apprentissage. Toutefois, toute année scolaire complétée par des examens passés avec succès dans une école reconnue par le Comité Paritaire et enseignant les métiers requérant un apprentissage et prévus à l'alinéa 1 de l'article 11c pourra être accepté comme une année d'apprentissage pour les fins d'application du décret.

e) Tout compagnons qui désirera passer à une classe supérieure devra subir un examen devant le bureau des examinateurs. Cet examen pourra être répété tous les six mois.

b) Any employee called, after he has left the establishment, to perform regular or overtime work shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

VI. *Vacation with pay*: a) All employees governed by the decree shall be entitled, after a minimum of one year of regular service with the same employer to a vacation with pay as follows:

Hours worked	Vacation pay (hours) Zones		
	I and II	III	
2244 and more.....	\$0.49	\$0.55	
2040 to 2244.....	0.45	0.49	
1836 to 2040.....	0.41	0.44	
1632 to 1836.....	0.37	0.39	
1428 to 1632.....	0.33	0.34	
1224 to 1428.....	0.29	0.29	
1020 to 1224.....	0.24	0.24	
816 to 1020.....	0.19	0.19	
612 to 816.....	0.14	0.14	
408 to 612.....	0.9	9	
204 to 408.....	5	5	
Under 204.....	0	0	

b) The basic date of the vacation with pay shall be the 1st of May of each year.

c) The employer shall, each year, inform the employee, at least fifteen (15) days in advance, of the period of his vacation.

d) Shall an employee leave his employer, the vacation shall be computed in conformity with the provisions subsection "a" hereof, except in the event of dismissal for serious reasons which shall be submitted to the Parity Committee.

VII. *Apprenticeship*: a) Every apprentice beginning the study of his trade shall be at least sixteen (16) years old.

b) During the first month of apprenticeship, the employer shall notify, in writing, the Secretary of the Parity Committee of such indentures and the apprentice shall sit before the Competency Committee so that his fitness for that particular branch of the trades governed by the decree may be determined. If necessary, a doctor's certificate shall be required. Should the future apprentice be deemed physically and mentally fit and possess the necessary education, pursuant to the provisions hereafter set forth, he shall be *ipso facto* accepted. But, should he fail in his examination, he will be advised to take up another trade, and the employer shall immediately be so notified.

c) The Board of Examiners shall examine every apprentice at the completion of the latter's apprenticeship. If he qualifies, he shall receive his journeyman's card. If not sufficiently competent to obtain his journeyman's card, he will be permitted another examination after each additional minimum period of six months until he qualifies.

d) The number of hours actually worked, i.e. two thousand five hundred (2,500), constitutes one year of apprenticeship. However, any school term completed with examinations successfully passed in a school recognized by the Parity Committee and teaching the trades mentioned in paragraph 1 of section II-c and for which an apprenticeship for the purposes of enforcement of the decree.

e) Any journeyman wishing to be promoted to a higher class shall sit before the Board of Examiners for an examination. Such examination may be repeated every six months.

f) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y aura du travail supplémentaire pour les apprentis dans un établissement que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, tel qu'établie par le décret, est observée.

VIII. *Nombre d'apprentis:* a) Le nombre des apprentis est limité, dans chaque établissement, à au plus 10% du nombre total des salariés assujettis au décret, ou fraction de ce nombre.

b) Toutefois, tout établissement de cinq (5) salariés ou moins aura droit à un (1) apprenti et tout atelier de six (6) salariés à dix (10) inclusivement aura droit à deux (2) apprentis.

IX. *Dispositions spéciales:* a) Nonobstant les dispositions du décret, dans les établissements où le nombre des heures de travail régulières formant une semaine normale est inférieur à celui des heures stipulées aux paragraphes "a", "b" et "c" de l'article III et où la cédule normale des salaires est actuellement plus élevée que le minimum fixé par le décret, la dite semaine normale de travail doit être maintenue et la dite cédule des salaires plus élevée doit continuer à s'appliquer à tous les salariés actuels de tels établissements durant l'existence du décret.

c) La période de travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures ou fractions d'heures ou, en fait, il travaille, celles aussi durant lesquelles il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode de travail, soit à l'heure ou autrement. Toutefois, le temps mis à la disposition de l'employé pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

X. *Paiement des salaires:* Les salaires doivent être payés, chaque semaine, dans tous les établissements assujettis au décret. A ce salaire, doivent être joints les renseignements suivants: le nom de l'employé, son numéro de matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant remis.

XI. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur pour une période d'une année. Il se renouvellera d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministre du Travail, entre le sixtième et le trentième jour avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mai 1948.

22185-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les dispositions de la présente convention, comme l'attestent les résolutions déposées au dossier, ont été agréées à l'avance par les parties ci-après mentionnées:

D'UNE PART:

L'Association patronale des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec;

f) The hours of work of apprentices are the same as those of journeymen. There shall be no overtime for apprentices in an establishment unless the proportion of journeymen in respect of apprentices, as hereby established, is observed.

VIII. *Number of apprentices:* a) The number of apprentices is limited, in each establishment to a maximum of 10% of the total number of employees hereby governed, or fraction thereof.

b) However, every establishment employing five (5) employees or less is entitled to one (1) apprentice and every shop employing from six (6) to ten (10) employees inclusive is entitled to two (2) apprentices.

IX. *Special provisions:* a) Notwithstanding the provisions of the decree, in establishments where the number of regular hours of work making a standard work week is less than that stipulated in subsections "a", "b" and "c" of section III, and where the normal wage scale is actually higher than the minimum fixed by the decree, the said standard work week shall be maintained and the said higher wage scale shall continue to apply to every actual employee of such establishments for the entire duration of the decree.

c) The period of work for which an employee is entitled to remuneration includes, besides the hours or fraction thereof during which he actually works, those during which he is at the disposal of the employer and required to be present, including the time he has to wait to be put to work after a call. This clause applies whether the work is paid by the hour or on another basis. However, the time given the employee for his meals or that during which it is well understood that his services are not required shall not be computed as hours of work.

X. *Payment of wages:* Wages shall be paid, each week, in all the establishments governed by the decree. The following information shall be given with the pay: The name of the employee, his number, the date of week of work, the number of hours worked, the wage rate by the hour and the amount remitted.

XI. *Duration of the decree:* The decree shall remain in force for one year. Thereafter, it shall renew itself from year to year unless either contracting party notifies the other party and the Minister of Labour in writing, to the contrary, between the sixtieth and the thirtieth day before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 15, 1948.

22185-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the provisions of the present agreement, as acknowledged by the resolutions in the file, have been accepted in advance by the parties hereafter mentioned:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale des Manufacturiers de Meubles de la Province de Québec"

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération nationale catholique du Meuble de la Province de Québec (CTCC);

Le Local 347 de l'Union internationale des Ouvriers du Meuble (F.A.T.).

Ces dispositions, émanant d'une sentence arbitrale, seront donc rendues obligatoires en vertu de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements).

I. Juridiction territoriale: Pour les fins d'application du décret, la juridiction territoriale comprend toute la province de Québec, divisée en trois (3) zones de la façon suivante:

Zone I. Ile de Montréal.

Zone II. La province de Québec, à l'exception des territoires des zones I et III.

Zone III. Les municipalités de la province, ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de 30 à 35 ouvriers.

II. Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des articles suivants: (L'énumération de ces articles est énonciative et non limitative).

a) Tout ameublement de salle à dîner incluant buffets, cabinets à argenterie, cabinets de coin, chaises, tables, table à extension, tables à service, wagnons à thé, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

b) Tout ameublement de chambre à coucher incluant lits en bois, lits pliants, lits d'enfants, bureaux, coiffeuses, chiffonniers, commodes, coffres, costumiers, tables de toilette, tables de nuit, bancs, chaises, garde-robes et toute combinaison des articles ci-dessus, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

c) Tout ameublement de boudoir incluant bancs bibliothèques et étagères, cabinets de téléphones, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets à liqueurs, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougères, étagères à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluies, tabagies et les tables de tous genres, cabinets de radio, cabinets de mur et de coin, cabinets de musique, cabinets pour gramophones et disques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

d) Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner incluant buffets, cabinets, bases, chaises, armoires, petits bancs, tabourets, escabeaux, tables, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

e) Tout ameublement de bureau incluant cabinets, armoires, chaises, pupitres, tables, papiers, paniers à papier, plateaux, bibliothèques, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

f) Tout ameublement de classe incluant pupitres, chaises pliantes, tables, bibliothèques, ameublement de laboratoire, science domestique et entraînement manuel, meubles d'art, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

g) Toute table ou chaise en bois pour pelouses et porches et tout meuble d'été, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance.

h) Tout meuble incluant meubles pour enfants, paniers à linge, sets de table et chaises pour enfants, pharmacies, lampes de tables et lampes de planchers, cendriers en bois sur pied et fumeurs, bibliothèques, coffres de cèdre, pianos, charpentes seulement de "chesterfield", de sets de studio ou pour tout autre article rembourré,

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération nationale catholique du Meuble de la Province de Québec (CTCC)";

Local 347 of "L'Union internationale des Ouvriers du Meuble" (A. F. of L.).

These provisions resulting from an arbitral award shall be rendered obligatory in conformity with the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments).

I. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction, for the purpose of the application of the decree, comprises the entire Province of Quebec, divided in three (3) zones, as follows:

Zone I. Island of Montreal.

Zone II. The Province of Quebec, with the exception of the regions comprised in Zones I and III.

Zone III. The municipalities in the Province having less than 3,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, provided the establishments located in the said zone do not employ more than 30 to 35 workmen.

II. Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacture of the following articles: (The following enumeration is enunciative and not limitative).

a) All dining room furniture including buffets, silverware or china cabinets, corner cup-boards, chairs, tables, extension tables, serving tables, tea wagons, made of wood or combination of wood and any other material.

b) All bedroom furniture including wooden beds, folding beds, children's beds, cots and cribs, dressers, chiffoniers, vanities, chiffirobes, chests of drawers, chests, costumers, dressing tables, night tables, commodes, benches, chairs, ward-robes and any combination of the above articles, made of wood or combination of wood and any other material.

c) All living-room furniture including benches, bookcases and bookracks, telephone cabinets, sewing cabinets, smokers' cabinets, cellarets, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals book stands, flower stands, umbrella stands smoker's sets and tables of all descriptions, radio cabinets, wall and corner cabinets, music cabinets, gramophone and record cabinets, made of wood or combination of wood and any other material.

d) All kitchen and breakfast room furniture including buffets, cabinets, bases, chairs, cupboards, stools, stepladders, tables, made of wood or combination of wood and any other material.

e) All office furniture including cabinets, cupboards, chairs, desks, tables, coat and hat racks, waste baskets, trays, bookcases, made of wood or combination of wood and any other material.

f) All school furniture including desks, chairs, folding chairs, tables, bookcases, laboratory domestic science, manual training and art furniture, made of wood or combination of wood and any other material.

g) All lawn, porch and summer furniture including chairs, tables, etc., made of wood or combination of wood and any other material.

h) All miscellaneous furniture including juvenile furnitures, hampers, kindergarten sets of table and chairs, medicine chests, table lamps and floor lamps, wooden ash stands and smokers, bookcases, cedar chests, pianos, frames only of chesterfields, studios and all other upholstered furniture, furniture parts entirely or partially

pièces de meubles entièrement ou partiellement fabriquées tel que dessus et devants de tiroir, fabriqués spécialement pour l'assemblage d'un article d'ameublement complet, excepté les panneaux de plaquage ou de contre-plaquage coupés de longueur et de largeur seulement, sablés ou non, faits de bois et de toute autre substance.

i) Tout ameublement d'hôpital, d'hôtels, de salle publique, de club, de restaurant, de taverne et de magasin fabriqué à l'usine, incluant tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

III. *Taux minima des salaires.* Les taux minima des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires, les ingénieurs stationnaires, les préposés à l'expédition, les préposés au transport, les préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles, sont les suivants:

(cependant les employeurs pourront opter pour un système de classification de salaires ci-après décrété)

Zone I. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 71 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) est divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque salarié excédant 87½ cents de l'heure n'est pas considéré. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	de l'heure
Employés de 18 ans et moins	\$0.45
Employés de 19 ans et plus:	
1er 3 mois	0.50
2e 3 mois	0.55
après 6 mois	0.58
après 1 an	0.63
après 2 ans	0.65

Zone II. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 64 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) est divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque salarié excédant 82 cents de l'heure n'est pas considéré. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	de l'heure
Employés de 18 ans et moins	\$0.40
Employés de 19 ans et plus:	
1er 3 mois	0.45
2e 3 mois	0.50
après 6 mois	0.53
après 1 an	0.58
après 2 ans	0.60

Zone III. Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 58 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (prime pour temps supplémentaire étant exclue) est divisé par le total des heures d'ouvrage et la partie du salaire de chaque salarié excédant 75 cents de l'heure n'est pas considéré. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	l'heure
Employés de 18 ans et moins	\$0.35
Employés de 19 ans et plus:	
1er 3 mois	0.40
2e 3 mois	0.45
après 6 mois	0.48
après 1 an	0.53
après 2 ans	0.55

manufactured such as shaped tops, drawer fronts manufactured specifically for incorporating into a complete article of furniture, except veneer or plywood panels cut to length and to width only, rough or sanded, made of wood and of any other material.

i) All hospital, hotel, public hall, club, restaurant, tavern and store furniture which is prefabricated, including all articles enumerated in the preceding paragraphs.

III. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages of the employees (including the members of the female staff), working at manufacturing or repairing of furniture and other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen, stationary engineers, and of men committed to shipping, transportation and to the maintenance or repair of machines and buildings, shall be the following:

(however, the employers may declare their choice for a system of classification of wages hereinafter decreed).

Zone I: The average wage shall not be less than \$0.71 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding \$0.87½ per hour shall not be considered. The minimum wages are fixed as follows:

	per hour
Employees of 18 years of age or younger	\$0.45
Employees of 19 years of age and over:	
First three months	0.50
Second three months	0.55
After six months	0.58
After one year	0.63
After two years	0.65

Zone II: The average wage shall not be less than \$0.64 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked and that part of the wages of each employee exceeding \$0.82 per hour will not be considered. The minimum wages are fixed as follows:

	per hour
Employees of 18 years of age or younger	\$0.40
Employees of 19 years of age and over:	
First three months	0.45
Second three months	0.50
After six months	0.53
After one year	0.58
After two years	0.60

Zone III The average wage shall not be less than \$0.58 per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding \$0.75 per hour will not be considered. The minimum wages are fixed as follows:

	per hour
Employees of 18 years of age or younger	\$0.35
Employees of 19 years of age and over:	
First three months	0.40
Second three months	0.45
After six months	0.48
After one year	0.53
After two years	0.55

L'expérience acquise dans l'industrie au moment de la mise en vigueur du présent décret compte pour l'application immédiate des taux horaires minima ci-haut prévus.

Les augmentations de salaire que tout employeur devra accorder, pour atteindre la moyenne de sa zone, seront réparties également, d'une manière uniforme, parmi tous les employés dont les salaires n'auront pas déjà été ajustés en vertu du paragraphe précédent.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité Paritaire de l'Industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires, parce que la moyenne n'aura pas été observée, les montants ainsi réclamés devront être distribués également, d'une manière uniforme, parmi les employés ayant deux années d'expérience ou moins.

*Classification des opérations
et taux minima de salaire*

Les manufacturiers qui opteront en faveur d'un système de classification devront respecter les conditions suivantes et leur option devra être déclarée au Comité Paritaire au cours de la première période de trente (30) jours qui suivra la publication du décret dans la *Gazette officielle de Québec*, sans quoi, ils seront présumés avoir opté pour l'application des salaires minima apparaissant dans la première partie du présent article.

Classes:	Taux minima horaires ZONES		
	I	II	III
Classe I.	\$0.75	\$0.70	\$0.65
Classe II.	0.68	0.63	0.58
Classe III.	0.65	0.60	0.55
Classe IV:			
1er 3 mois.	0.50	0.45	0.40
2e 3 mois.	0.55	0.50	0.45
après 6 mois.	0.58	0.53	0.48
après 1 an.	0.63	0.58	0.53
Employé de 18 ans et moins.	0.45	0.40	0.35

OPÉRATIONS DE LA CLASSE I

A) *Département des machines:*
Opérateurs tour à bois manuel.
Opérateurs machines Linderman
Opérateurs moulureuse.
Opérateurs machine à tenon double.
Opérateurs scie à moulure.
Opérateurs tour automatique (couteau simple exclus).
Opérateur de "shaper".
Opérateurs scie à ruban.
Opérateurs scie à débiter.
Opérateurs scie à refendre automatique.

B) *Département du "Veneer":*
Assortir et couper "Veneer" (Noyer-chêne-acajou).

C) *Département de l'assemblage:*
Ajusteur de tiroirs et portes.
Assemblage final: Lits, tables, charpentes, pupitres, etc.
Assemblage crampe pour caisse.

D) *Département de la Finition:*
Peinture au fusil, couche finale.
Peinture au pinceau, couche finale.

E) *Entretien, expédition, Chauffage, Transport, etc.*

The experience acquired in the industry at the time of the coming into force of the present decree is taken into account for the immediate application of the minimum hourly rates provided for hereinabove.

The increases in wages that any employer shall have to grant, in order to reach the average for his zone, shall be distributed equally, in a uniform manner, amongst all the employees whose wages shall not have been already adjusted in accordance with the preceding subsection.

During the course of the duration of the present decree, if the Joint Committee of the Furniture Industry has to file claims for wages, because of the fact that the average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed equally, in a uniform manner, among the employees having two years' experience or less.

*Classification of operations and
minimum rates of wages*

The manufacturers who will declare themselves in favour of a system of classification shall have to respect the following conditions and their choice must be declared to the Parity Committee during the course of the first thirty days period following the publication of the decree in the *Quebec Official Gazette*, otherwise they will be considered as having declared themselves in favour of the application of the minimum wages appearing in the first part of the present section.

Classes	Minimum hourly rates ZONES		
	I	II	III
Class I.	\$0.75	\$0.70	\$0.65
Class II.	0.68	0.63	0.58
Class III.	0.65	0.60	0.55
Class IV:			
First three months . . .	0.50	0.45	0.40
Second three months . .	0.55	0.50	0.45
After six months	0.58	0.53	0.48
After one year	0.63	0.58	0.53
Employees of 18 years of age and younger . . .	0.45	0.40	0.35

OPERATIONS OF CLASS I

A) *Machine Department*
Hand turning lathe operator.
Linderman machine operator.
Sticker operator.
Double end tenon machine operator.
Trim saw miterer operator.
Automatic lathe operator (except back knife).
Shaper operator.
Band saw operator.
Cut-off saw operator.
Automatic rip saw operator.

B) *Veneer Department*
Veneer matcher and cutter: Oak — walnut — mahogany.

C) *Assembly Department*
Drawer and door fitter.
Final assembler: Beds, tables, frames, desks, etc.
Case clamp assembler.

D) *Finishing Department*
Spray operator, finish.
Brush operator, finish.

E) *Maintenance, Shipping, Heating, Cartage, etc.*

Hommes d'entretien, moins journaliers.
Préposés à l'expédition.
Chauffeurs de bouilloires, ingénieurs stationnaires avec certificat.
Chauffeurs de camions.

Maintenance men, less common labour.
Shippers.
Firemen, stationary enginemen with certificate.
Truck drivers.

OPÉRATIONS DE LA CLASSE II

Opérateur de "router".
Opérateur Collage du "Veneer".
Perceuse multiple (plus que 3 mèches).
Opérateur Mortoiseuse multiple.
Opérateur tour automatique (couteau simple)
Opérateur Planeur à finir.
Opérateur Sableuse à courroie.
Opérateur Sableuse 3 rouleaux.
Choisir et couper "Veneer" (ex noyer-chêne-acajou).
Assembleur de chaises, (avec crampe à chaise).
Polisseur à la main ou à la machine.
Opérateur Fusil à Peinture (fini préliminaire).
Opérateur machine à tenon simple.
Opérateur machine à gougeon.
Opérateur Corroyeur à main.
Opérateur Crampe à colle.
Opérateur Scie double à couper de longueur.
Opérateur Scie double à refendre (Largeur et longueur).
Opérateur jointeuse automatique.
Opérateur machine à gommer (aussi "Splicer").
Opérateur "Chuck" double.
Décoration de meubles et posage transfert.
Poseur de miroirs.
Préposé à l'expédition (créage et emballage).

OPÉRATIONS DE LA CLASSE III

Opérateur corroyeur automatique.
Opérateur planeur à blanchir
Assemblages préliminaires (avec serre-joints).
Peintre (teinture ou autre matériel à la main).
Peintre (Essuyer teinture ou autre matériel).
Sabler (Sealer).
Saucer articles dans teinture, vernis, etc.
Opérateur sableuse diverses (excepté courroie).
"Matcher" panneaux de bois.
Préposé au pilage du bois pour les séchoirs.
Assembleur de chaise (Sans l'aide de serre-joints).
ou parties de chaises.
Inspecter et réparer feuilles de "Veneer".
Assembleur de tiroirs (sans l'aide de serre-joints).
Opérateur de "Chuck" simple.
Opérateur de perceuse simple (1 et 2 mèches).

OPÉRATIONS DE LA CLASSE IV

Toutes les opérations qui n'apparaissent pas dans les classes, I, II et III.

Avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, tout employé a droit au taux de salaire prévu pour ce groupe; et lorsque l'employé a atteint l'âge de 19 ans, son taux minimum est celui prévu pour le premier trois (3) mois à la classe IV et le taux sera augmenté, tel qu'indiqué, pour le deuxième trois (3) mois et ainsi de suite.

Aucun employé n'a droit au taux minima horaire d'une opération classifiée, à moins d'avoir une année d'expérience dans l'industrie, pas nécessairement dans le même établissement industriel, tout en tenant compte de la restriction prévue au paragraphe précédent pour les employés de moins de 19 ans.

Lorsque les conditions ci-haut ont été observées, tout employeur doit payer à tout salarié exécutant une opération classifiée, au moins le taux prévu pour la dite opération.

OPERATIONS OF CLASS II

Router operator.
Veneer gluing operator.
Multiple borer operator (over three spindles).
Multiple mortizer operator.
Automatic lathe operator (back knife).
Finishing planer operator.
Belt sander operator.
Three drum sander operator.
Veneer selector and cutter: walnut — oak — mahogany.
Chair assembler (with clamp).
Hand or machine polisher.
Spray operator (preliminary finish).
Single end tenon machine operator.
Rod turning machine operator.
Hand buzz planer operator.
Clamp carrier operator.
Double saw operator (cuts to length).
Double trim saw operator (cuts to length and width).
Automatic jointer operator.
Taping machine and splicer operator.
Double chucking machine operator.
Decorator and transferer.
Mirror fixer.
Crater and packer.

OPERATIONS OF CLASS III

Automatic buzz planer operator.
Rough planer operator.
Sub assemblies with clamps.
Brush stain-filler or any other material.
Wipe stain-filler or any other material.
Sealer (sanding sealer).
Dip-stain filler, sealer, varnish, etc.
Operator of miscellaneous sanding machines except belt.
Wood panel matching.
Piling lumber for dry kiln.
Chair or chair parts assembler (no clamp).
Inspecting and repairing veneer.
Drawer assembler (no clamp).
Single chuck operator.
Single-borer operator (1 and 2 spindles).

OPERATIONS OF CLASS IV

All operations not appearing in classes I, II and III.

Before reaching the age of 19, any employee is entitled to the rate of wages provided for this group; and when the employee has reached the age of 19, his minimum rate is that which is provided for the first three (3) months in Class IV, and such rate shall be increased, as indicated, for the second three (3) months and so on.

No employee is entitled to the minimum hourly rate fixed for a classified operation, unless he has a year's experience in the industry, not necessarily in the same industrial establishment, due allowance being made for the restriction provided for in the preceding subsection respecting employees of less than 19 years of age.

When the above conditions have been fulfilled, every employer shall pay to every employee performing a classified operation, at the very least the rate provided for such operation.

Et si un employé exécute plusieurs opérations, il doit recevoir comme taux régulier, au moins le taux le plus élevé prévu dans la classification ci-dessus.

L'expérience acquise dans l'industrie, au moment de la mise en vigueur du présent décret, compte pour l'application immédiate des taux plus haut mentionnés.

IV. Les clauses ci-dessus ne peuvent en aucun cas permettre la réduction des taux de salaires actuellement payés, soit à l'heure, soit à la pièce.

V. *Semaine de travail et temps supplémentaire:* Zones I, II et III: La semaine régulière de travail dans les zones I, II et III est de cinquante (50) heures, soit neuf (9) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, et cinq (5) heures, le samedi,

Le travail, durant la semaine régulière ci-haut décrite, doit être exécuté entre sept (7) heures du matin et six (6) heures du soir, du lundi au vendredi inclusivement, et entre sept (7) heures du matin et midi, le samedi

De la première période de paye de juin à la première période de paye d'octobre, chaque année, il n'y a pas de travail le samedi matin.

Dans ce cas, la journée régulière de travail ne devra pas excéder dix (10) heures et le travail sera exécuté, du lundi au vendredi inclusivement, entre sept (7) heures du matin et six (6) heures du soir, à moins d'entente à ce contraire, pour conserver la semaine régulière indiquée au premier paragraphe du présent article. Tout travail exécuté en dehors des heures régulières ci-haut prévues, doit être rémunéré au taux de temps et demi.

La semaine normale de travail des préposés à l'expédition, à l'entretien et à la réparation, est de cinquante (50) heures et la journée régulière de travail ne doit pas excéder dix (10) heures, sans restriction quant à l'heure du début et de la fin du travail. Tout travail exécuté après cinquante (50) heures doit être rémunéré au taux de temps et demi.

La semaine normale des chauffeurs de bouilloires et des mécaniciens de machines fixes, est de cinquante-six (56) heures, sans autre restriction. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux de temps et demi.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux gardiens, aux chauffeurs de camions et aides, aux préposés aux camions, aux conducteurs de voitures à traction animale et aides.

Nonobstant ce qui précède, l'employeur a le droit d'opérer la nuit, et d'employer une équipe régulière de nuit, entre sept (7) heures p.m. et six (6) heures a.m., sauf le samedi et le dimanche. La règle du temps supplémentaire, à raison de temps et demi, s'applique aux travailleurs de l'équipe régulière de nuit, en dehors des heures ci-haut indiquées.

Sauf entente au contraire, si une équipe régulière travaille moins de cinquante (50) heures, les ouvriers concernés recevront leur taux régulier, à temps simple, jusqu'à concurrence de cinquante (50) heures par semaine, après quoi la règle du temps supplémentaire à temps et demi s'applique.

VI. *Dimanches et jours de fêtes:* a) Zone I: Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés doit être rémunéré au taux de temps double, tous les dimanches; le 1er de l'An; le Vendredi Saint; la Saint-Jean-Baptiste; la Confédération; la Fête du Travail; le jour de Noël; la Toussaint; l'Ascension.

And, if an employee performs several operations, he shall receive as his regular rate, at least the highest rate provided for in the above classification.

The experience acquired in the industry, at the time when the present decree becomes effective, is to be taken into account for the immediate application of the above-mentioned rates.

IV. The above-mentioned clauses cannot in any permit the reduction of the wage rates actually paid either by the hour or for piece work.

V. *Regular working week and overtime, Zones I, II and III:* The regular working week in Zones I, II and III consists of fifty (50) hours, that is, nine (9) hours per day from Monday to Friday inclusively, and five (5) hours on Saturday.

During the regular working week described above, work shall be performed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., from Monday to Friday inclusively, and between 7.00 a.m. and 12 o'clock noon on Saturday.

Every year, from the first pay period of June to the first pay period of October, there shall be no work on Saturday morning. In such case, in order to maintain the regular working week indicated in the first subsection of the present section, the regular working day shall not exceed ten (10) hours and the work shall be performed, from Monday to Friday inclusively, between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., unless an agreement to the contrary has been made. Any work performed outside the regular hours provided for hereinabove shall be remunerated at the rate of time and one half.

The regular work week for employees committed to shipping, maintenance and repair shall consist of fifty (50) hours and the regular working day shall not exceed ten (10) hours, without restriction as to the hour at which work starts and finishes. Any work performed in excess of fifty (50) hours shall be remunerated at the rate of time and a half.

The regular working week for firemen and stationary enginemen shall consist of fifty-six (56) hours, without any other restriction. Any work performed in excess of fifty-six (56) hours shall be remunerated at the rate of time and a half.

The foregoing provisions do not apply to watchmen, truck-drivers and their helpers, truckmen (préposés aux camions) nor to horse-drawn vehicle drivers and their helpers.

Notwithstanding the foregoing, the employer has the right to operate at night and to employ a regular night shift, between seven (7) p.m. and six (6) a.m., except on Saturday and Sunday. The rule for overtime, at the rate of time and a half, applies to the workers of the regular night shift, for the work they perform outside the regular hours indicated hereinabove.

Unless an agreement to the contrary be made, if a regular shift works less than fifty (50) hours, the workers involved shall receive their regular rate, regular straight time, up to fifty (50) hours per week, after which the rule for overtime at the rate of time and a half shall apply.

VI. *Sundays and Holiday* a) Zone I Any work performed during any one of the herein-after mentioned holidays shall be paid at the rate of double time: Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Christmas Day, All Saints' Day, Ascension Day.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux chauffeurs de bouilloires, mécaniciens de machines fixes, gardiens, chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

b) *Zone II et III.* Tout travail exécuté durant l'un des jours ci-dessous mentionnés doit être rémunéré au taux de temps et demi: tous les Dimanches; le Premier de l'An; l'Épiphanie; le Vendredi Saint; l'Ascension; la Toussaint; l'Immaculée Conception; le Jour de Noël.

La même règle s'applique aux jours de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération et de la fête du Travail, en ce qui concerne les manufacturiers de meubles qui se trouvent dans une localité où ces jours sont déclarés fêtes publiques.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux chauffeurs de bouilloires, mécaniciens de machines fixes, gardiens, chauffeurs de camions et aides ou préposés aux camions.

VII. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du lieu de travail un dimanche ou un jour de fête religieuse.

VIII. *Minimum de paie.* Tout salarié requis de se présenter à l'usine pour son travail doit recevoir une rémunération minimum équivalente à trois (3) heures de travail.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à un arrêt des opérations de l'usine et d'un département, dans tous les cas de force majeure.

IX. *Paiement du salaire.* Le montant total de la paie, le nombre d'heures de travail, le temps supplémentaires et le taux horaire doivent être inscrits sur l'enveloppe de paie.

X. *Vacances payées.* Tout employé assujéti au présent décret a droit à des vacances payées conformément aux dispositions de l'Ordonnance N° 3 de la Commission du Salaire Minimum de la Province de Québec.

XI. *Durée du décret.* Le décret demeurera en vigueur pendant une période d'un an, à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvellera de plein droit d'année en année par la suite, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties par un avis écrit signifié à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme dudit décret. Tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Toutefois, les parties peuvent toujours, de consentement, amender le décret en aucun temps.

Au lieu de l'avis de dénonciation plus haut prévu, toute partie contractante pourra donner un avis de modification d'une ou plusieurs dispositions du décret. Dans ce cas, le décret reste en vigueur avec toutes les clauses non visées par l'avis de modification.

Au cas de désaccord entre les parties, à la suite d'un avis de modification, le différend sera soumis à l'arbitrage, en vertu de la Loi des Différends Ouvriers de Québec, avec l'approbation du Ministre du Travail et la sentence arbitrale sera finale et liera les parties. Le décret sera modifié d'après la sentence arbitrale rendue.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mai 1948.

22196-o

The provisions of this subsection do not apply to boiler firemen, stationary engineers, watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

b) *Zones II and III.* Any work performed during any of the hereinafter mentioned holidays shall be paid at the rate of time and one half: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, All Saint's Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

This same rule applies to St. John the Baptist's Day, Dominion Day and Labour Day in respect to furniture manufacturers located in districts where they are declared public holidays.

The provisions of this subsection do not apply to boiler firemen, stationary engineers, watchmen, truck drivers and helpers on trucks.

VII. No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal or suspension, directly or indirectly, a worker staying away from work on a Sunday or a religious feast of obligation.

VIII. *Minimum pay.* Any employee requested to report for work shall receive a minimum amount equivalent to three (3) hours of pay.

The provisions of this section do not apply in the case of suspension of operations in a plant or in any department due to circumstances beyond control.

IX. *Payment of wages.* The total amount of the salary, the number of hours worked, overtime and the hourly rate are to be shown on the pay envelope.

X. *Vacations with pay.* Any employee subject to the present decree is entitled to vacations with pay in conformity with the provisions of Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission of the Province of Quebec.

XI. *Duration of the decree.* The decree will remain in force during a period of one year from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It then renews itself automatically from year to year, unless it be denounced by either of the parties by a written notice sent to the other party within a delay which shall neither be more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days before the expiration of the term of the said decree. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour.

However, upon mutual consent, the parties may at any time amend the decree.

Instead of the notice of denunciation provided for hereinabove, any contracting party may give a notice of amendment of one or several of the provisions of the decree. In such case, the decree remains in force with all the clauses not contemplated in the notice of amendment.

Should a disagreement arise between the parties following a notice of amendment, the dispute shall be submitted to arbitration in pursuance of the Labour Relations Act, with the approval of the Minister of Labour, and the arbitration award shall be final and shall bind the parties. The decree shall be amended in accordance with the arbitration award rendered.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 15, 1948.

22196-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART:

L'Association des maîtres-poseurs, sableurs et finisseurs de planchers de bois franc de la province de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des poseurs de planchers de bois franc, pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions ci-après mentionnées:

I. *Jurisdiction industrielle* L'industrie du plancher de bois franc comprend le posage, le sablage et la finition en tout ou en partie, du plancher de bois franc; elle comprend aussi, dans le cas de vieilles propriétés et de vieilles maisons d'habitation où doit être posé un plancher de bois franc, les opérations qui consistent à niveler le plancher de bois mou, à couper les portes, à poser les quarts de ronds, les seuils de portes et les "nosing" d'escaliers jusqu'à l'endroit où le plancher de bois franc doit rencontrer l'escalier.

II. *Jurisdiction territoriale* La juridiction territoriale du décret comprend l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites ainsi que la cité de Salaberry de Valleyfield.

III. *Jurisdiction professionnelle* Sont assujettis au décret, tous les salariés de l'industrie du plancher de bois franc, sans exception ni restriction.

Pour les fins du décret, les susdits salariés sont répartis dans les trois (3) classes ou groupes ci-après décrits:

- a) les salariés préposés au posage du plancher de bois franc;
- b) les salariés préposés au sablage;
- c) les salariés préposés à la finition.

IV. *Définitions* a) *Posage* Le posage comprend le posage de plancher de bois franc, de toute largeur et de toute épaisseur, à languettes ou à joints carrés, la parqueterie, la marqueterie et le plancher à dessins; il comprend, aussi, dans le cas de vieilles propriétés et de vieilles maisons d'habitation où doit être posé un plancher de bois franc, les opérations qui consistent à niveler le plancher de bois mou, à couper les portes, à poser les quarts de ronds, les seuils de portes et les "nosing" d'escaliers jusqu'à l'endroit où le plancher de bois franc doit rencontrer l'escalier;

b) *Sablage* Le sablage comprend le sablage à la machine et à la main de tout plancher de bois franc, plancher de bois mou et "B.C.Fir";

c) *Finition* La finition comprend le filage, huilage, vernissage, nettoyage au benzine ou tout autre produit vendu pour nettoyer ou enlever la finition sur le plancher (remover, poudre, etc., etc.), le lavage et le cirage de plancher de bois franc, ou tous autres produits qui servent à finir le plancher;

d) *Compagnon* Désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage, tel qu'arrêté dans le décret;

e) *Entrepreneur* Tout entrepreneur ou sous-entrepreneur, opérant soit individuellement, soit en société, qui entreprend directement ou indirectement l'une quelconque des opérations que

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres-Poseurs, Sableurs et Finisseurs de Planchers de Bois franc de la Province de Québec"

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Poseurs de Planchers de Bois franc"

for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Industrial jurisdiction* The hardwood floor industry includes the laying, polishing and finishing, in whole or part, of hardwood floors; it also includes, in the case of old properties and houses where a hardwood floor is to be laid, the following operations: levelling the soft-wood floor, cutting the doors, moulding-planes, door-sills and staircase nosings up to that place where the hardwood floor is to butt against the staircase;

I. *Territorial jurisdiction* The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal and the territory included within a radius of fifteen (15) miles from its limits, and the city of Salaberry-de-Valleyfield.

III. *Professional jurisdiction* All employees of the hardwood floor industry, without exception or restriction, are subject to the decree.

For the purposes of the decree, the said employees are divided into three (3) classes or groups as follows:

- a) The employees committed to the laying of hardwood floors;
- b) The employees committed to the sanding;
- c) The employees committed to the finishing.

IV. *Definitions* a) *Laying* The laying comprises the laying of hardwood floors of any size of thickness, with tongue or square joints, inlaying, marquetry and patterned floors; it also includes, in the case of old properties and houses where a hardwood floor is to be laid, the following operations: levelling the soft-wood floor, cutting the doors, moulding-planes, door-sills and staircase nosings up to that place where the hardwood floor is to butt against the staircase.

b) *Polishing* The polishing comprises the machine or hand polishing of hardwood, soft-wood and B.C.Fir floors.

c) *Finishing* The finishing comprises the oiling, varnishing, cleaning with benzine or any other product sold for cleaning and removing dirt or dust from floors (remover, powder, etc.) the washing and wax polishing of hardwood floors or the finishing thereof with any other finishing product.

d) *Journeyman* The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship as stipulated herein.

e) *Contractor* Any contractor or sub-contractor or operating alone or in partnership and who contracts directly or indirectly for any one of the operations connected with the hardwood floor

comporte l'industrie du plancher de bois franc, est considéré compagnon pour les fins du décret et il est réputé le préposé de celui avec qui il a contracté;

f) *Apprenti* Désigne tout salarié qui n'a pas complété sa période d'apprentissage.

V. *Salaire*: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Métiers:

a) *Compagnons:*

Poseur, 1ère classe.	\$ 1.25
Poseur, 2ème classe.	1.15
Sableurs.	1.00
Finisseur.	1.00

b) *Apprentis:*

Poseur, les trois (3) premiers mois.	0.54
Poseur, les deuxièmes trois (3) mois.	0.72
Poseur, les six (6) derniers mois.	0.99
Sableur, les trois (3) premiers mois.	0.49
Sableur, les deuxièmes trois (3) mois.	0.59
Sableur, du septième (7) au douzième (12) mois inclusivement.	0.69
Sableur, du treizième (13) mois jusqu'à un (1) an et demi.	0.79
Sableur, d'un (1) an et demi à deux (2) ans.	0.94
Finisseur, les trois (3) premiers mois.	0.49
Finisseur, les deuxièmes trois (3) mois.	0.59
Finisseur, du septième (7) au douzième (12) mois inclusivement.	0.69
Finisseur, du treizième (13) mois jusqu'à un (1) an et demi.	0.79
Finisseur, d'un (1) an et demi à deux (2) ans.	0.94

Toutes les catégories de salariés employés temporairement à un autre travail doivent continuer à recevoir le taux de salaire de leur propre catégorie ou de leur propre métier.

Les salariés engagés dans la cité de Montréal pour travailler en dehors de ses limites doivent recevoir les taux spécifiés dans le présent article.

VI. *Heures de travail* Les heures de travail des ouvriers de métier ci-après mentionnés sont les suivantes:

a) Pour les poseurs de planchers: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m., et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et quatre (4) heures le samedi de 8.00 a.m., à midi, le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante-quatre (44) heures.

Pour les sableurs: neuf (9) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m., et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et cinq (5) heures le samedi entre 8.00 a.m. et 1.00 p.m., le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de cinquante (50) heures.

c) Pour les finisseurs: les heures de travail décrites au paragraphe "b" du présent article s'appliquent aux finisseurs.

d) Durant les mois de l'été, les heures de travail peuvent être réparties de la façon suivante:

1. Pour les poseurs de planchers: neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et huit (8) heures le vendredi de chaque semaine, après entente conclue entre les employeurs et leurs salariés respectivement et après avis donné par écrit au comité par l'employeur de la susdite entente;

2. Pour les sableurs et les finisseurs: Dix (10) heures, les lundi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, après entente conclue entre les employeurs et leurs salariés respectivement et après avis donné par écrit au comité par l'employeur de la susdite entente.

indirectly for any one of the operations connected with the hardwood floor industry is considered as a journeyman for the purposes of the decree and as the employee of the person with which he has entered into a contract.

f) *Apprentice* The word "apprentice" means any employee who has not completed his period of apprenticeship.

V. *Wages* The minimum wage rates shall be as follows:

Taux horaire	Trades a) Journeymen	Hourly rate
\$ 1.25	Layer, 1st class.	\$ 1.25
1.15	Layer, 2nd class.	1.15
1.00	Polisher.	1.00
1.00	Finisher.	1.00

b) *Apprentices*

Layer, the first three (3) months.	0.54
Layer, the second three (3) months.	0.72
Layer, the last six (6) months.	0.99
Polisher, the first three (3) months.	0.49
Polisher, the second three (3) months.	0.59
Polisher, from the seventh (7th) to the twelfth (12th) month incl.	0.69
Polisher, from the thirteenth month to one (1) year and a half.	0.79
Polisher, from one year and a half to two (2) years.	0.94
Finisher, the first three (3) months.	0.49
Finisher, the second three (3) months.	0.59
Finisher, from the seventh (7th) to the twelfth (12th) month incl.	0.69
Finisher, from the thirteenth month to one (1) year and a half.	0.79
Finisher, from one year and a half to two (2) years.	0.94

Employees of all categories which are temporarily committed to another work shall continue to receive the wage rate of their own category or trade.

Employees hired in the city of Montreal to work outside the city limits shall receive the rates specified in the present section.

VI. *Hours of work* The working hours for the trade workers hereafter mentioned shall be as follows:

a) Floor layers: Eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours on Saturday from 8.00 a.m. to 12.00 (noon), to make a maximum weekly duration of forty-four (44) hours.

b) Polishers: Nine (9) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and five (5) hours on Saturday between 8.00 a.m. and 1.00 p.m., to make a maximum weekly duration of fifty (50) hours.

c) Finishers: The hours stipulated in sub-section "b" of the present section shall apply to finishers.

d) During the summer months, the working hours may be distributed as follows:

1. Floor layers: Nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and eight (8) hours Friday of each week, if assented to by the employers and the employees concerned and after the employer has notified the Committee, in writing, of such agreement.

2. Polishers and finishers: Ten (10) hours on Monday, Wednesday, Thursday and Friday of each week if assented to by the employers and the employees concerned and after the employer has notified the Committee, in writing, of such agreement.

e) Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

VII. *Temps supplémentaire* a) Tout travail exécuté par un compagnon ou un apprenti en plus des limites horaires déterminées dans le décret est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et basé sur celui établi dans le décret, ou par rapport au taux de salaire actuellement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

c) Toutefois, le travail supplémentaire exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double, calculé de la façon prévue au paragraphe "b" du présent article.

VIII. *Fêtes*: Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et tout travail est strictement prohibé: le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

IX. *Ouvrage sur l'Île de Montréal* Tous les salariés sont tenus de se rendre et de revenir de leur ouvrage sur leur temps et par leurs propres moyens.

Toutefois, les sableurs et les finisseurs appelés à changer de chantiers durant la journée entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. seront rémunérés au plein salaire pour les heures de déplacement.

X. *Travail en dehors de l'Île de Montréal* Tout salarié requis d'aller travailler en dehors des limites de l'Île de Montréal doit être remboursé de ses frais de voyage et de sa pension; il doit recevoir, en plus, plein salaire entre 8.00 a.m. et 4.00 p.m. pour ses heures de déplacement.

Toutefois, dans le cas où il se rend à son travail en dehors des susdites limites et revient chez lui le soir, il doit être rémunéré pour tout le temps consacré à son transport qui dépasse une (1) heure dans une même journée.

XI. *Ouvrage à la pièce* a) Il est permis d'exécuter à la pièce ou au carré le posage de plancher de bois franc dans les logis ordinaires à la condition de se conformer aux taux ci-après décrits:

Bois de 2 1/4" de largeur et plus à raison de \$2.25 le carré 10' x 10';

Bois de 2" de largeur à raison de \$2.35 le carré 10' x 10';

Bois de 1 3/4" de largeur à raison de \$2.50 le carré 10' x 10';

Bois 1 1/2" de largeur à raison de \$2.75 le carré 10' x 10'.

b) En aucun cas, l'employeur ne doit donner du travail à la pièce à moins que le bois ne soit monté et que les planchers de bois mou n'aient été balayés de façon à être prêts à recevoir le bois franc.

c) Tout poseur qui exécute de l'ouvrage à la pièce est tenu de faire son travail d'après les règles de l'art et du métier; il doit, de plus, clouer à tous les seize (16) pouces, centre en centre à toutes les planches.

d) Tout poseur, travaillant à la pièce, doit respecter les limites horaires et se conformer aux mêmes conditions de travail que doivent observer les salariés qui travaillent à l'heure, tel que stipulé au décret; il ne peut réclamer du temps supplémentaire que dans le cas où l'employeur lui en a fait une demande expresse.

e) Le sablage et la finition doivent toujours et sans exception être exécutés à l'heure et rémunérés au taux horaire.

f) Tout employeur qui fait exécuter du posage à la pièce doit se conformer aux conditions de travail qui réglementent le salarié travaillant à l'heure.

e) The working hours above mentioned shall either be based upon the Standard or Daylight Saving Time, i.e. that in force where the operations are carried out.

VII. *Overtime* a) Any work performed by a journeyman or an apprentice in excess of the hours determined in the decree is considered as overtime work.

b) Overtime shall be remunerated at the rate of time and one-half the rate herein established or the rate actually paid, should the latter be higher.

c) However, overtime done between midnight and 8.00 a.m. shall be remunerated at the rate of double time computed in the manner described in subsection "b" hereof.

VIII. *Holidays*: No work shall be performed on the following days which shall be kept as holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

IX. *Work performed on the Island of Montreal* All employees shall go to and come from work on their own time and at their own expense.

However, polishers and finishers required to change jobs during the day between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. shall be paid full time for travelling hours.

X. *Work performed outside the Island of Montreal* Every employee required to work outside the limits of the Island of Montreal shall be reimbursed for all travelling boarding expenses; besides, he shall receive full pay for any travelling time occurring between 8.00 a.m. and 4.00 p.m.

However, should he go to work outside the said limits and come back home at night, he shall be paid for any travelling time exceeding one (1) hour in a same day.

XI. *Piece-work* a) Square-foot or piece work may be carried out in respect of hardwood floor laying in ordinary houses provided the following rates be observed:

Wood 2 1/4" wide or more, \$2.25 per area of 10' by 10';

Wood 2" wide, \$2.35 per area of 10' x 10';

Wood 1 3/4" wide, \$2.50 per area of 10' x 10';

Wood 1 1/2" wide, \$2.75 per area of 10' x 10'.

b) The employer shall not give piece-work unless the wood be in place and the soft-wood floor swept and ready for the hardwood to be laid.

c) Every layer doing piece-work shall abide by the rules of the trade; he shall, moreover, nail every board at intervals of sixteen (16) inches, from center to center.

d) Every layer doing piece work shall abide by the hours herein set forth and the same working conditions as the employees working on an hourly basis. He may not claim overtime rates except when the employer has expressly requested same.

e) Polishing and finishing shall always be done and pay on an hourly basis.

f) Every employer giving piece-work in connection with floor laying shall abide by the working conditions regulating the employees working on an hourly basis.

XII. Vacances Tout salarié ayant travaillé douze (12) mois consécutifs pour le même employeur a droit à une semaine de vacances payées.

b) Cette rémunération est payable par l'employeur au moment où le salarié prend ses vacances.

c) Cette semaine de vacances doit être prise entre le premier mai et le 30 septembre de chaque année, à la discrétion de l'employeur.

d) La semaine de vacances doit être chômée. Tout employeur qui fait travailler des salariés et tout salarié qui travaille pendant cette semaine de vacances à l'une quelconque des opérations de l'industrie du plancher de bois franc, sont sujets aux pénalités prescrites par la loi.

XIII. Apprentissage a) La période d'apprentissage pour les métiers ci-après décrits est la suivante:

Poseur.....	un (1) an
Sableur.....	un (1) an
Finisseur.....	un (1) an

b) Aucun apprenti dans les métiers ci-haut décrits ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans révolus ou après avoir dépassé l'âge de trente (30) ans révolus.

c) Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre tenu à cette fin par le Comité paritaire qui sera chargé de la mise à exécution du décret.

d) A l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification propre au métier auquel il se destine dans l'industrie du plancher de bois franc.

e) Un apprenti ne peut exécuter seul un travail quelconque de l'industrie; il doit travailler sous la surveillance d'un compagnon.

f) La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

g) Tout travail supplémentaire exécuté par un apprenti doit être rémunéré aux taux de salaire et demi par rapport au taux régulier des apprentis.

h) Les métiers de sableurs et de finisseurs, pour les fins de l'apprentissage, sont considérés comme métiers juxtaposés, intimement liés et comme un seul et même métier.

i) L'employeur doit faire de son mieux pour enseigner à ses apprentis les opérations du métier de leur choix.

j) Dans le cas de l'apprenti sableur et de l'apprenti finisseur, l'employeur est tenu de lui enseigner toutes les opérations connexes durant la période d'apprentissage, à savoir:

Première année la finition, le polissage à la machine à polir, le "scrapage" à la main et la petite machine à tour (edger);

Deuxième année la grosse machine à sabler, de manière que l'apprenti ait complété son apprentissage en entier durant la susdite période d'apprentissage.

k) Tout apprenti est tenu, pendant sa période d'apprentissage, de donner une journée d'ouvrage raisonnable et de prendre un soin attentif à l'outillage qui lui est confié et aux matériaux qui lui sont fournis.

l) Aucun employeur professionnel n'est tenu de garder à son emploi un apprenti exécutant un travail non satisfaisant. L'employeur a également le droit de renvoyer un apprenti pour mauvaise conduite ou s'il refuse ou néglige d'obéir aux ordres de son contremaître ou d'un compagnon, ou s'il donne des preuves évidentes qu'il porte une attention insuffisante à son travail ou s'il ne se conforme pas aux coutumes du métier.

XII. Vacation a) Every employee with twelve (12) consecutive months of service for the same employer is entitled to one week of vacation with pay.

b) Vacation pay is payable by the employer when the employee leaves for his vacation.

c) Such vacation week shall be taken between May 1 and September 30 of each year, at the option of the employer.

d) No work is to be performed during such vacation week. Any employer who puts employees to work and any employee who works during such week on any one of the operations of the hardwood floor industry are subject to the penalties prescribed by law.

XIII. Apprenticeship a) The period of apprenticeship for the trades hereafter described is as follows:

Layer.....	one (1) year
Polisher.....	one (1) year
Finisher.....	one (1) year

b) No apprentice in the trades above mentioned may begin his apprenticeship before sixteen (16) years of age or after thirty (30) years of age.

c) All apprentices' names shall be inscribed in a register kept for that purpose by the Parity Committee to be entrusted with the administration of the decree.

d) At the completion of this apprenticeship period, the employee may sit before the Board of Examiners for the examination towards obtaining the certificate of competency in the trade of the hardwood floor industry for which he served apprenticeship.

e) An apprentice shall not carry out alone any operation of the industry; he shall work under the direction of a journeyman.

f) The duration of work of apprentices shall be the same as that of journeymen.

g) Overtime work done by an apprentice shall be paid for at the rate of time and one-half based on the regular rate set for apprentices.

h) Polishing and finishing trades, for apprenticeship purposes, shall be considered as intimately connected and related to one another and shall constitute but one trade.

i) The employer shall do his utmost to teach the apprentices the operations of the trade chosen by them.

j) In the case of an apprentice polisher or an apprentice finisher, the employer shall teach him all connected operations during the period of apprenticeship, namely:

First year The finishing machine polishing, hand scraping and edger operating;

Second year The large polishing machine operating so that the apprentice may complete his entire apprenticeship during the period of apprenticeship above mentioned.

k) Every apprentice, during his apprenticeship, shall put in a good day's work and take good care of tools entrusted to him as well as of the materials supplied.

l) No professional employer shall be compelled to keep in his employ an apprentice whose work is unsatisfactory. The employer may also dismiss an apprentice for misbehaviour, or if the latter refuses or neglects to obey his foreman's or a journeyman's orders, or if it is evident that he pays but little attention to his work or if he does not abide by the customs of the trade.

XIV. *Proportion d'apprentis* a) La proportion des apprentis est déterminée comme suit:
Poseur: Un apprenti (1) pour quatre (4) salariés ou fraction de ce nombre; deux (2) apprentis pour cinq (5) salariés et plus.

Sableur et finisseur: Un (1) apprenti par "set" de machines.

b) Un employeur qui engage plus d'apprentis sur l'ouvrage que le nombre fixé par le présent article devra payer le taux de compagnon à tous les apprentis surnuméraires.

c) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés ci-haut n'est valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

XV. Le travail de tout poseur est assujéti à l'inspection et à l'acceptation de l'architecte ou de toute autre personne en charge de travaux.

XVI. Tout salarié qui se rend à l'ouvrage, soit sur le chantier, soit au garage ou à l'entrepôt d'un employeur et qui ne peut commencer à travailler pour manque de matériaux ou pour toute autre cause connexe, sans qu'il en soit responsable a le droit de retirer pour cette période d'attente au moins deux (2) heures de salaire au taux horaire régulier, qu'il soit engagé à l'heure ou à la pièce.

XVII. Nul salarié n'a le droit d'apporter de l'outillage ou des matériaux de l'employeur dans le but d'exécuter des contrats d'entreprise privés.

XVIII. Toutes les opérations de l'industrie du plancher de bois franc sont comprises dans les classifications ou les groupements qui précèdent et nulle autre classification ou autre groupement ne peuvent être introduits sans l'approbation du comité.

XIX. Le comité ne peut être tenu responsable envers le salarié que du montant qu'il a perçu pour son compte, soit à la suite d'un jugement, soit à la suite d'une transaction ou d'un compromis.

XX. Les salaires, qu'ils soient calculés selon le taux horaire ou selon le système à la pièce ou au carré, doivent être payés entièrement en deniers ayant cours légal dans la susdite juridiction territoriale et, régulièrement, une fois la semaine ou une fois la quinzaine.

XXI. *Durée du décret*. Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mai 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jours avant le 1er mai de l'année 1949 ou avant le 1er mai de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
 GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
 Québec, le 15 mai 1948 22198-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes

XIV. *Proportion of apprentices* a) The proportion of apprentices is determined as follows:

Layer: One (1) apprentice for four (4) employees or fraction thereof; two (2) apprentices for five (5) employees or more.

Polisher and finisher: One (1) apprentice per machine set.

b) An employer who employs more apprentices than is hereby determined shall pay the journeyman's rate to all supernumerary apprentices.

c) No individual apprenticeship contract for the trades above mentioned is valid unless it be in pursuance of the provisions of the decree.

XV. The work of all layers is subject to inspection and approval by the architect or any other person in charge of the operations.

XVI. Every employee who has come to work whether on the job or in the employer's garage or warehouse and who cannot start working because of material shortage or for another similar reason beyond his responsibility is entitled to a minimum of two hours' pay for such waiting time at the regular rate, either on an hourly or piece-work basis.

XVII. No employee may take with him the employer's tools or materials for the purpose of carrying out private-concern contracts.

XVIII. All the operations of the hardwood floor industry are included in the foregoing classifications or groups and no other classification or group may be introduced without the approval of the Committee.

XIX. The Committee may be held responsible towards the employee only for the amount which it collected on his behalf whether as a result of a judgment, transaction or compromise.

XX. Wages, whether computed on an hourly or piece-work basis, shall be paid entirely with money that is current in the above-mentioned territorial jurisdiction and, regularly, every week or fortnight.

XXI. *Duration of the decree* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until May 1, 1949. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before May 1 of the year 1949 or before May 1 of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
 Quebec, May 15, 1948. 22198-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he

qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2944 du 3 août 1940, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de détail, dans l'île de Montréal et un périmètre de 50 milles de rayon.

1° Remplacer les paragraphes "a" et "b" de l'article VI par les suivants:

"a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

	par heure	par semaine
Tailleur (classe A)	\$1.54	\$61.60
Tailleur (classe B)	1.32	52.80
Couturier à la machine:		
(classe A)	1.21	48.40
(classe B)	0.99	39.60
Finisseur (classe A)	1.07	42.80
Finisseur (classe B)	0.89	35.60
Bloqueur (classe A)	0.97	38.80
Bloqueur (classe B)	0.73	29.20
Couturière à la machine:		
(classe A)	0.95	38.00
(classe B)	0.77	30.80

Finisseuse (classe A) 0.95 38.00
Finisseuse (classe B) 0.77 30.80

Les fermeuses de manteaux doivent recevoir le salaire de \$0.95 l'heure; \$38.00 par semaine.

Les faiseuses de doublures qui coupent et cousent doivent recevoir le salaire de \$0.88 l'heure; \$32.00 par semaine.

Les finisseuses-contremaîtresses, les finisseuses qui distribuent l'ouvrage aux personnes préposées à la finition ou, encore, les finisseuses qui sont seules à faire l'ouvrage de finition dans un atelier et qui le font au complet, doivent recevoir le salaire de \$0.99 l'heure; \$39.60 par semaine."

"b) *Apprentis des deux sexes*: Le stage d'apprentissage est divisé en cinq (5) périodes de six mois et les taux de salaires minima sont les suivants:

	par heure	par semaine
1ère année, 1er semestre	\$0.35	\$14.00
1ère année, 2ème semestre	0.40	16.00
2ème année, 1er semestre	0.45	18.00
2ème année, 2ème semestre	0.55	22.00
3ème année, 1er semestre	0.60	24.00

Apprentis-coupeurs ou garnisseurs: les taux de salaires minima et la division des périodes sont les suivantes:

	par heure	par semaine
1ère année, 1er semestre	\$1.00	\$40.00
1ère année, 2ème semestre	1.05	42.00
2ème année, 1er semestre	1.10	44.00
2ème année, 2ème semestre	1.15	46.00
3ème année, 1er semestre	1.20	48.00
3ème année, 2ème semestre	1.25	50.00

2° Remplacer le paragraphe "c" par l'article VIII-A par le suivant:

"c) Tout salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pour une période de deux ans ou plus a droit à une deuxième semaine de vacances payées."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 mai 1948.

22193-o

intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments, relating to fur employees, retail trade, in the Island of Montreal and a perimeter of 50 miles of radius from its limits.

1. Subsections "a" and "b" of section VI to be replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid:

	per hour	per week
Cutter (class A)	\$1.54	\$61.60
Cutter (class B)	1.32	52.80
Operator (class A)	1.21	48.40
Operator (class B)	0.99	39.60
Finisher (class A)	1.07	42.80
Finisher (class B)	0.89	35.60
Blocker (class A)	0.97	38.80
Blocker (class B)	0.73	29.20
Female operator:		
(class A)	0.95	38.00
(class B)	0.77	30.80

Female finisher:
(class A) 0.95 38.00
(class B) 0.77 30.80

Female coat closers shall receive \$0.95 per hour; \$38.00 per week.

Lining makers who cut and sew shall receive \$0.88 per hour; \$32.00 per week.

Finishing-foreladies and female finishers who distribute work to persons committed to finishing work, or female finishers who execute themselves finishing work in a shop and who do it entirely, shall receive \$0.99 per hour; \$39.60 per week."

"b) *Male and female apprentices*: The apprenticeship period is divided in five (5) periods of six (6) months and the minimum wage rates are the following:

	per hour	per week
1st year, 1st six months	\$0.35	\$14.00
1st year, 2nd six months	0.40	16.00
2nd year, 1st six months	0.45	18.00
2nd year, 2nd six months	0.55	22.00
3rd year, 1st six months	0.60	24.00

Apprentice-cutters or trimmers: The minimum wage rates and the distribution of the periods are the following:

	per hour	per week
1st year, 1st six months	\$1.00	\$40.00
1st year, 2nd six months	1.05	42.00
2nd year, 1st six months	1.10	44.00
2nd year, 2nd six months	1.15	46.00
3rd year, 1st six months	1.20	48.00
3rd year, 2nd six months	1.25	50.00

2. Subsection "c" of section VIII-A to be replaced by the following:

"c) Every employee who has been employed continuously by the same employer for a period of two years or more is entitled to a second week of vacation with pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 15, 1948.

22193-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 20

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dufour vs Cazeau.....	1408
Lecavalier vs Moreau.....	1408
Plante vs Pratte.....	1408
Sauvageau vs Lachance.....	1408
Zatz vs Singer.....	1408

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

530 — Concernant le tarif des hono- raires des membres de la Corporation des arpenteurs-géomètres de la pro- vince de Québec.....	1409
--	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1399

AVIS DIVERS:

Chandler, village de (Tirage d'obliga- tions).....	1412
Coopérative Centrale de Pêcheurs — Central Fishermen's Cooperative (Fondation).....	1410
Coopérative d'Habitation Notre-Dame de Mackayville (Fondation).....	1413
Électrique de Mont-Laurier Ltée (Ins- tallation de turbines).....	1410
Guarantee Sport Garment Workers Assn. (Formation).....	1411
Hatley Farm Limited (Distribution de l'actif).....	1414
La Protection (Fondation).....	1412
Laurence Realty Corporation (Distri- bution de l'actif).....	1415
Le Syndicat National des Employés de Richelieu Knitting (Formation).....	1412
Magasins Coopératifs Zenith Coopera- tives Stores (Fondation).....	1411
Montreal Acceptance Corporation (Di- recteurs).....	1414
Northmount Realty & Investment Corp. (Directeurs).....	1413
Princeville Woodcraft and Plastics Li- mited (Directeurs).....	1413
St-Camille-de-Lellis, paroisse de (Ti- rage d'obligations).....	1412
Syndicat Coopératif de St-Ambroise (Fondation).....	1412
Syndicat National Catholique de l'In- dustrie de la Construction de Roberval Inc. (Nom changé).....	1411
The Fairway Credit Union (Fondation) United Auto Parts (Sorel) Ltd. (Di- recteurs).....	1414
W. H. Perron & Co., Limited (Direc- teurs).....	1411
	1413

CHARTES — ABANDON DE:

A. Leger & Co. Limited.....	1415
David Moore Inc.....	1415
Gallin Glove Co. Ltd.....	1415
Premier Products Ltd.....	1415

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Bas de la Côte St-Louis, munic. sco- laire de.....	1416
Cap-Désespoir, munic. scolaire de.....	1416
De Sales, munic. scolaire de.....	1416

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dufour vs Cazeau.....	1408
Lecavalier vs Moreau.....	1408
Plante vs Pratte.....	1408
Sauvageau vs Lachance.....	1408
Zatz vs Singer.....	1408

ORDER IN COUNCIL:

530 — Concerning the tariff of fees for members of the Corporation of Que- bec Land Surveyors.....	1409
--	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1399

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chandler, village of (Drawing of bonds).....	1412
Coopérative Centrale de Pêcheurs — Central Fishermen's Cooperative (Foundation).....	1410
Coopérative d'Habitation Notre-Dame de Mackayville (Foundation).....	1413
Électrique de Mont-Laurier Ltée (Ins- tallation of turbines).....	1410
Guarantee Sport Garment Workers Assn. (Formation).....	1411
Hatley Farm Limited (Distribution of the assets).....	1414
La Protection (Foundation).....	1412
Laurence Realty Corporation (Distri- bution of the assets).....	1415
Le Syndicat National des Employés de Richelieu Knitting (Formation).....	1412
Magasins Coopératifs Zenith Coopera- tives Stores (Foundation).....	1411
Montreal Acceptance Corporation (Di- rectors).....	1414
Northmount Realty & Investment Corp. (Directors).....	1413
Princeville Woodcraft and Plastics Li- mited (Directors).....	1413
St-Camille-de-Lellis, parish of (Draw- ing of bonds).....	1412
Syndicat Coopératif de St-Ambroise (Foundation).....	1412
Syndicat National Catholique de l'In- dustrie de la Construction de Roberval Inc. (Name changed).....	1411
The Fairway Credit Union (Foundation) United Auto Parts (Sorel) Ltd. (Di- rectors).....	1414
W. H. Perron & Co., Limited (Direc- tors).....	1411
	1413

CHARTERS — SURRENDER OF:

A. Leger & Co. Limited.....	1415
David Moore Inc.....	1415
Gallin Glove Co. Ltd.....	1415
Premier Products Ltd.....	1415

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Bas de la Côte St-Louis, school munic. of.....	1416
Cap-Désespoir, school munic. of.....	1416
De Sales, school munic. of.....	1416

Grosses-Roches, munic. scolaire de.....	1416	Grosses-Roches, school munic. of.....	1416
L'Ancienne-Lorette, munic. scolaire de la paroisse de.....	1416	L'Ancienne-Lorette, school munic. of the parish of.....	1416
St-Jérôme, munic. scolaire de la paroisse de.....	1416	St-Jérôme, school munic. of the parish of.....	1416
Ste-Anne des Plaines N° 2, munic. scolaire de.....	1417	Ste-Anne des Plaines N° 2, school munic. of.....	1417
Ste-Lucie de Doncaster, munic. scolaire de.....	1417	Ste-Lucie de Doncaster, school munic. of.....	1417
St-Ephrem de Fitch Bay, munic. scolaire de.....	1417	St-Ephrem de Fitch Bay, school munic. of.....	1417

TERRES ET FORÊTS:

Bourlamaque, ville de.....	1419
St-Antoine de Longueuil, paroisse de.....	1419
St-Sauveur, paroisse de.....	1419

LANDS AND FORESTS:

Bourlamaque, town of.....	1419
St-Antoine de Longueuil, parish of.....	1419
St-Sauveur, parish of.....	1419

TRAVAIL:

L'Association des poseurs de planchers de bois franc (Avis).....	1441
L'Association patronale des Manufacturiers de Meubles de la province de Québec (Avis).....	1434
Le Syndicat National Catholique de la Métallurgie de Québec, Inc. (Avis).....	1429
Travailleurs en fourrure, commerce de détail, dans l'Île de Montréal (Modification).....	1445

LABOUR:

L'Association des poseurs de planchers de bois franc (Notice).....	1441
L'Association patronale des Manufacturiers de Meubles de la province de Québec (Notice).....	1434
Le Syndicat National Catholique de la Métallurgie de Québec, Inc. (Notice).....	1429
Fur employees, retail trade, in the Island of Montreal (Amendment).....	1445

TRÉSOR:

Assurances

Continental Insurance Company.....	1419
Fidelity-Phenix Fire Insurance Company of New York.....	1420
Niagara Fire Insurance Company.....	1420

TREASURY:

Insurance

Continental Insurance Company.....	1419
Fidelity-Phenix Fire Insurance Company of New York.....	1420
Niagara Fire Insurance Company.....	1420

EXAMEN DES AGRONOMES:

Candidats à l'étude de l'agronomie.....	1420
---	------

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Candidates to the study of agronomist.....	1420
--	------

LETTRES PATENTES:

Antonio Bureau Limitée.....	1400
Association des Bouchers de Montréal.....	1401
Eastern Footwear Limited.....	1401
E. E. Goulet Inc.....	1401
Garage A. Dumont Ltée.....	1402
La Compagnie de Transport de La Malbaie.....	1402
Northern Hostel Incorporated.....	1402
Ouvroir Notre Dame des Enfants.....	1403
Pierre Berthier Inc.....	1403
Potvin & Frère Cie Limitée.....	1404
Practical Products & Novelties Limitée.....	1404

LETTERS PATENT:

Antonio Bureau Limitée.....	1400
Association des Bouchers de Montréal.....	1401
Eastern Footwear Limited.....	1401
E. E. Goulet Inc.....	1401
Garage A. Dumont Ltée.....	1402
La Compagnie de Transport de La Malbaie.....	1402
Northern Hostel Incorporated.....	1402
Ouvroir Notre Dame des Enfants.....	1403
Pierre Berthier Inc.....	1403
Potvin & Frère Cie Limitée.....	1404
Practical Products & Novelties Limitée.....	1404

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Central Bottle Exchange Ltd.....	1404
Corporation Baronet Limitée — Baronet Corporation Limited.....	1405
Frederick B. Locker Incorporated.....	1405
J. M. Flanders Sales Corp.....	1405
La Ligue de Baseball Provinciale Amateur Indépendante Inc.....	1405
Macamic Inc.....	1406
Mayfair Food Corporation.....	1406
Moebee Ltd.....	1406
Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd.....	1406
Mount Enterprise Limited.....	1406
Princeville Woodcraft Limited.....	1407
Warwick Woollen Mills Co. Ltd.—Warwick Woollen Mills Co. Ltée.....	1407
Yvon Boulanger Limitée.....	1407

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Central Bottle Exchange Ltd.....	1404
Corporation Baronet Limitée — Baronet Corporation Limited.....	1405
Frederick B. Locker Incorporated.....	1405
J. M. Flanders Sales Corp.....	1405
La Ligue de Baseball Provinciale Amateur Indépendante Inc.....	1405
Macamic Inc.....	1406
Mayfair Food Corporation.....	1406
Moebee Ltd.....	1406
Montreal Motor Boat (Lachine) Ltd.....	1406
Mount Enterprise Limited.....	1406
Princeville Woodcraft Limited.....	1407
Warwick Woollen Mills Co. Ltd.—Warwick Woollen Mills Co. Ltée.....	1407
Yvon Boulanger Limitée.....	1407

NOMINATIONS:

Diverses. 1421

SIÈGES SOCIAUX:

Bel-Tone Shoe Company, Limited . . . 1422
 Princeville Woodcraft and Plastics Limited . . . 1423

VENTE PAR LICITATION:

Gadbois vs Dalpé. 1423

VENTES POUR TAXES:

Jonquière, ville de 1425
 St-Joseph-d'Alma, munic. scolaire de la ville de 1424

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Banque Canadienne Nationale vs Labonté. 1425

IBERVILLE:

Turmel vs Bonneau. 1426

QUÉBEC:

Bernier vs Ouellet *et al* 1427
 Cité de Québec vs Vézina. 1428
 Cité de Québec vs Propriétaire inconnu . . . 1428
 J. D. Savard Limitée vs Thibault *et al*. . . 1427

22199-o

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 1421

HEAD OFFICES:

Bel-Tone Shoe Company, Limited . . . 1422
 Princeville Woodcraft and Plastics Limited . . . 1423

SALE BY LICITATION:

Gadbois vs Dalpé. 1423

SALES FOR TAXES:

Jonquière, town of. 1425
 St-Joseph-d'Alma, school munic. of the town of. 1424

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Banque Canadienne Nationale vs Labonté. 1425

IBERVILLE:

Turmel vs Bonneau. 1426

QUÉBEC:

Bernier vs Ouellet *et al* 1427
 City of Quebec vs Vézina. 1428
 City of Quebec vs Unknown Owner. 1428
 J. D. Savard Limitée vs Thibault *et al*. . . 1427

22199-o

